

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3416

17 novembre 2014

SOMMAIRE

Accharius Invest S.A.	163953	Malcolm & Peter International Holding S.A.	163937
A-R-A Retail Centers S.à.r.l.	163945	Manulife Global Fund	163933
Bayerische Landesbank Niederlassung Luxembourg	163922	MI-FONDS (Lux)	163925
B&B Fund Solutions (Lux)	163957	M+S AGRI	163968
Compact A.G	163964	Pardis S.à r.l.	163926
Credo	163927	Pardis S.à r.l.	163930
Deutsche Oel & Gas S.A.	163924	Partlux	163930
Deutsche Oel & Gas S.A.	163926	Pergam Partners III & Cie S.C.A.	163925
DNB Fund	163927	Promotions Schmit & Klein S.à r.l.	163954
Dr. Dolf Stockhausen Beteiligungs S.à r.l.	163950	Proximo S.à r.l.	163928
Editpress Luxembourg S.A.	163922	Qua Patet Orbis B.V.	163929
Falcon Invest Sicav	163924	Real Estate Opportunity Holding S.à r.l.	163928
Financière de Keroulep - Ercis	163967	Robson S.à r.l.	163940
FondsSelector SMR Sicav	163931	Roslin S.à r.l.	163929
HVB Bonus Fonds DJ EURO STOXX 50® 11/2014	163931	Sagoma Investments S.à r.l.	163923
Immobilière 422 SA	163923	Sauren Fonds-Select Sicav	163932
Immobilière Martin Losch	163962	Sincro Sicav	163932
Immobilière Tresco S.A.	163964	Société Anonyme des Chaux de Contern	163926
Immobilière Tresco S.A.	163965	Société Luxembourgeoise de Peinture et Fils S.à r.l.	163931
Invesco Real Estate Asia Fund	163933	SOLIFIN (Luxembourg) S.A.	163963
KBC Interest Fund	163922	SOLIFIN (Luxembourg) S.A.	163953
KBL European Private Bankers S.A.	163935	Val de Morgon S.A.	163937
Lacuna	163930	Viking Global Holding S.A.	163963
Lux International Strategy	163929	WSB 2 Grundstück S.A.	163952
Lux International Strategy	163927		
Lux International Strategy	163928		

Editpress Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4050 Esch-sur-Alzette, 44, rue du Canal.

R.C.S. Luxembourg B 5.407.

—
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIREaura lieu le lundi, *1er décembre 2014* à 16h au siège social à Esch-sur-Alzette, avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. Augmentation du capital autorisé de 8 500 000 à 11 500 000 euros;
2. Prorogation pour une nouvelle période de cinq années de l'autorisation donnée au conseil d'administration d'augmenter le capital social, dans les conditions mentionnées à l'article 3 des statuts;
3. Modification de la 1ère phrase des 2ème et 4ème alinéa de l'article 3 des statuts;
4. Changement du régime actuel de signature et modification afférente des alinéas 3, 6 et 8 de l'article 5 des statuts;
5. Divers

*Le Conseil d'Administration.*Référence de publication: 2014175068/16.

KBC Interest Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 30.382.

Nous avons l'honneur de vous convier à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE STATUTAIREdes actionnaires de la Société (l'Assemblée) qui se tiendra au siège social le *3 décembre 2014* à 11h00 (heure de Luxembourg) avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. Prise de connaissance du rapport d'activité du conseil d'administration et du rapport du réviseur d'entreprises
2. Approbation des comptes annuels au 30 septembre 2014 et de l'affectation des résultats
3. Décharge à donner aux administrateurs
4. Nominations statutaires
5. Divers

Les décisions concernant les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum et sont adoptées à la simple majorité des voix exprimées à l'Assemblée. Des procurations sont disponibles au siège social de la Société.

Afin de participer à l'Assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteur un jour ouvrable avant l'Assemblée auprès de KBL European Private Bankers S.A., 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

Référence de publication: 2014176648/755/20.

Bayerische Landesbank Niederlassung Luxemburg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2180 Luxembourg, 3, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 47.892.

—
SCHLIESSUNG EINER NIEDERLASSUNG

Die Bayerische Landesbank hat beschlossen, die Niederlassung mit Wirkung zum 31. Dezember 2014 (letzter Tag des Bestehens der Niederlassung) zu schließen. Die Schließung erfolgt zwecks Umstellung des Geschäftsmodells der BayernLB.

Von der Schließung betroffene Personen können sich bis einschließlich 31. Dezember 2014 mit Ihren Anfragen an die obige Adresse der Niederlassung wenden.

Danach können Anfragen an folgende Adresse gerichtet werden:

Bayerische Landesbank

Brienner Straße 18, 80333 München, Deutschland

Stichwort: „Niederlassung Luxemburg“

Vorstand der Bayerischen Landesbank

November 2014.

Référence de publication: 2014175164/18.

(140201205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Immobilière 422 SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1520 Luxembourg, 11, rue Adolphe Fischer.
R.C.S. Luxembourg B 149.913.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

De notre société qui se tiendra à Luxembourg 74 Av Victor Hugo le 05 Décembre 2014 à 15 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels 2009, 2010, 2011, 2012 et affectation des résultats
2. Décharge aux administrateurs
3. Révocation d'administrateurs
4. Elections nouveaux administrateurs
5. Modification des statuts suivant détail ci-dessous :

Modification de l'Art.6 pour lui donner la teneur nouvelle suivante :

Art.6 Les Actions de la société sont nominative.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la loi.

La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivisible, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'action à l'égard de la société

La société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Modification de l'Art.12 pour lui donner la teneur nouvelle suivante :

Art. 12 . Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus afin de passer tous les actes conservatoires et d'administration dans l'intérêt de la société

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration, sans préjudice des dispositions à l'alinéa un.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014175819/43.

Sagoma Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 162.825.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Référence de publication: 2014164310/11.

(140186594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Falcon Invest Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 66.913.

Dear shareholder,

As the quorum requirement of at least one half of the share capital of the Company is present or represented has not been met at the first extraordinary general meeting of shareholders of the Company, you are invited to attend and vote at the Company's

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders (the "Meeting") which will be held on *22 December 2014* at 11 a.m. at 8, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, with the following agenda:

Agenda:

1. Amendments to Article 1, second paragraph of the Company's articles of incorporation (the "Articles");
2. Amendments to Article 3, second paragraph of the Articles as follows:
"The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by Part II of the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective in-vestment, as amended (the "Law of 2010")."
3. Amendments to Article 8, third paragraph of the Articles;
4. Amendments to Article 14, paragraphs 1 and 8 of the Articles;
5. Amendments to Article 20 of the Articles;
6. Amendments to Article 21 of the Articles;
7. Amendments to Article 27 of the Articles;
8. Insertion of a new Article 28 of the Articles and renumbering of the following Articles; and
9. Amendments to Article 30 of the Articles.

The Meeting may validly deliberate, regardless of the proportion of the capital present or represented and at which the resolution to be taken pursuant to the agenda may be passed by at least two thirds of the votes validly cast.

A first extraordinary general meeting held on 11 November 2014 had been convened with the same agenda as the present meeting. Out of 7,999,554.807 shares in issue, 0 shares were present or represented at the first meeting, which therefore could not validly deliberate on said agenda for lack of quorum.

If you would like to attend the Meeting in person, please inform us by email at marcel.bartnik@arendt.com and corinna.schibgilla@arendt.com.

In case you should not be able to personally attend the Meeting, you have the possibility to have yourself represented thereat. A proxy form is available at the Company's registered office. For this purpose, we hereby would like to ask you to send - for organizational reasons by 18 December 2014 at the latest - the original proxy completed and duly signed by post to Arendt & Medernach - Avocats, c/o Corinna Schibgilla, 14, rue Erasme, L-2082 Luxembourg.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014176650/38.

Deutsche Oel & Gas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 179.408.

Sehr geehrte Aktionäre, hiermit laden wir Sie herzlich zu der

AUSSERORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

der Gesellschaft ein, die am *Mittwoch den 26 November 2014* um 14:30 Uhr in den Räumen des Notariats Martine Schaeffer, 74, Avenue Victor Hugo, L-1750 Luxemburg, abgehalten wird und deren Tagesordnung wie folgt lautet:

Tagesordnung:

1. Erhöhung des Kapitals der Gesellschaft von gegenwärtig EUR 5.000.000,- (fünf Millionen Euros) auf EUR 480.200.000,- (vierhundert achtzig Millionen zweihunderttausend Euros) durch Sacheinlage und im Gegenzug Ausgabe ausschließlich von Aktien der Klasse A an den Einlegenden.
2. Diverses.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014170813/16.

MI-FONDS (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 117.264.

Die Aktionäre der Mi-Fonds (Lux) (nachstehend als "Gesellschaft" bezeichnet) sind zur

JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am 03. Dezember 2014 um 14:00 Uhr (Luxemburger Zeit) an ihrem Geschäftssitz stattfindet.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers
2. Genehmigung des Jahresabschlusses zum 30. Juni 2014
3. Entscheidung über die Ergebnisverwendung
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates
5. Satzungsgemäße Wahlen
6. Mandat des Abschlussprüfers
7. Verschiedenes

Die aktuelle Ausgabe des Jahresberichts ist am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg während der normalen Öffnungszeiten kostenlos erhältlich.

Um an der Jahreshauptversammlung teilzunehmen, werden die die Aktionäre gebeten ihren Aktienbestand spätestens um 16:00 Uhr (Luxemburger Zeit) fünf Tage vor der Jahreshauptversammlung bei der Depotbank, UBS (Luxembourg) S.A., 33A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg oder bei einer anderen beauftragten Zahlstelle zu hinterlegen. Die Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Jahreshauptversammlung gesperrt gehalten werden, muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Jahreshauptversammlung vorliegen. Für die Mehrheitserfordernisse der Jahreshauptversammlung sind die um Mitternacht (Ortszeit Luxemburg) fünf Tage vor der Jahreshauptversammlung (der "Stichtag") ausgegebenen und im Umlauf befindlichen Aktien massgebend. Es besteht kein Anwesenheitsquorum für die gültige Beschlussfassung in Bezug auf die Tagesordnungspunkte. Die Beschlussannahme kommt mit einfacher Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien zustande. Auf der Jahreshauptversammlung berechtigt jede Aktie zur Abgabe einer Stimme. Die Rechte der Aktionäre zur Teilnahme an der Jahreshauptversammlung und zur Ausübung der mit ihren Aktien verbundenen Stimmrechte werden auf der Grundlage der am Stichtag gehaltenen Aktien bestimmt.

Wenn Sie bei dieser Versammlung nicht dabei sein können, aber gerne durch den Vorsitzenden der Jahreshauptversammlung vertreten werden möchten, schicken Sie bitte eine mit Datum und Unterschrift versehene Vollmacht per Fax und/oder E-Mail spätestens fünf Tage vor der Jahreshauptversammlung (der "Stichtag") an UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A. 33 A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg zu Händen des Gesellschaftssekretärs, Faxnummer +352 441010 6249. Formulare zur Ausstellung einer Vollmacht können auf einfache Anfrage von der gleichen Adresse bezogen werden.

Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Jahreshauptversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten sich bis spätestens fünf Tage vor der Jahreshauptversammlung bei der Gesellschaft anzumelden.

Die Vollmacht ist nur dann gültig wenn sie den Vor- und Zunamen des Aktionärs und seines gesetzlichen Vertreters sowie die Zahl der zum Stichtag gehaltenen Aktien und die offizielle Adresse, Unterschrift und Abstimmungsanweisungen beinhaltet. Unvollständige oder fehlerhafte Vollmachten oder Vollmachten, die den vorstehenden Bestimmungen nicht entsprechen, werden nicht berücksichtigt.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014176647/755/45.

Pergam Partners III & Cie S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 109.367.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014164267/9.

(140186430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Deutsche Oel & Gas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 179.408.

Sehr geehrte Aktionäre, hiermit laden wir Sie herzlich zu der

AUSSERORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

der Gesellschaft ein, die am Mittwoch den 26 November 2014 um 9:30 Uhr in den Räumen des Notariats Martine Schaeffer, 74, Avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, abgehalten wird und deren Tagesordnung wie folgt lautet:

Tagesordnung:

1. Genehmigung der Aktionäre zu Gunsten des Verwaltungsrats, bis zum 31.3.2015 für die Gesellschaft bis zu 500.000 (fünfhunderttausend) von der Gesellschaft emittierte A Klasse Aktien für einen Kaufpreis in Höhe von insgesamt bis zu EUR 500.000.000,- (fünfhundert Millionen Euros) zurückzukaufen, wobei die Kaufpreiszahlung durch die Gesellschaft "in Natura" durch den Transfer von Aktien, die die Gesellschaft an Filialen hält, erfolgen kann.
2. Diverses.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014170814/17.

Société Anonyme des Chaux de Contern, Société Anonyme.

Siège social: L-5324 Contern, rue des Chaux.
R.C.S. Luxembourg B 7.119.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 24 novembre 2014, à 15.00 heures, à Contern, rue des Chaux, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du réviseur d'entreprise à l'assemblée générale sur l'exercice 2013.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013.
3. Allocation du résultat.
4. Décharge aux administrateurs et au réviseur d'entreprises.
5. Désignation du mandat du réviseur d'entreprises pour la vérification des comptes sociaux de l'exercice 2014.
6. Divers.

Conformément à l'article 16 des statuts, les actionnaires propriétaires d'actions au porteur qui désirent assister ou se faire représenter à l'assemblée générale doivent déposer leurs titres cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée dans un des établissements suivants :

au siège social à Contern,
à la Banque BGL BNP PARIBAS Luxembourg,
à la Dexia Banque Internationale à Luxembourg.

Les actionnaires en nom qui désirent assister ou se faire représenter à l'assemblée générale doivent en aviser la société cinq jours au moins avant l'assemblée.

Les procurations devront être parvenues au siège social trois jours francs au moins avant l'assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014171647/27.

Pardis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5244 Sandweiler, 2B, Ennert dem Bierg.
R.C.S. Luxembourg B 132.349.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PARDIS S.à r.l.

Référence de publication: 2014164258/10.

(140186582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Lux International Strategy, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 52.470.

Les actionnaires du compartiment CA Indosuez- Bonds sont par la présente invités à assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

qui sera tenue au siège social de la Société le 26 novembre 2014 à 11h30 afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. décider de fusionner le compartiment Lux International Strategy - CA Indosuez - Bonds dans le compartiment CAPB Funds - Fixed Income - Euro, compartiment d'une société d'investissement à capital variable soumise à la Partie I de la loi du 17 décembre 2010 sur les organismes de placement collectif par transfert de tous les avoirs et dettes du compartiment Lux International Strategy - CA Indosuez - Bonds dans le compartiment CAPB Funds - Fixed Income - Euro en accord avec les termes de la lettre aux actionnaires et du projet commun de fusion mis à disposition des actionnaires au siège social de Lux International Strategy.
2. décider que la date effective de la fusion sera le 15 décembre 2014 et que le compartiment Lux International Strategy - CA Indosuez - Bonds cessera d'exister à cette date.

Les résolutions devront être votées à une majorité simple des votes représentés et exprimés et aucun quorum de présence n'est requis.

Afin de voter à l'assemblée :

- les actionnaires pourront être présents personnellement ou se faire représenter par un mandataire dûment nommé au moyen d'une procuration;

- les actionnaires qui ne pourront pas être présents lors de l'assemblée sont invités à envoyer une procuration dûment complétée à la Société à l'adresse mentionnée ci-dessous ou au numéro de fax +352.47.67.84.07 à faire parvenir avant le 25 novembre 2014. Les formulaires de procuration seront envoyés aux actionnaires nominatifs avec cette convocation et peuvent aussi être obtenus à l'adresse suivante :

Siège social de la Société:

5, Allée Scheffer

L-2520 Luxembourg

Luxembourg

Tout actionnaire désirant prendre part en personne à l'assemblée générale extraordinaire est prié de bien vouloir contacter CACEIS Bank Luxembourg (Attn. Mme Laetitia Boeuf - Téléphone +352.47.67.64.07 - Fax - +352.47.67.84.07).

Référence de publication: 2014170815/755/33.

Credo, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Assenagon Asset Management S.A.

Référence de publication: 2014165308/8.

(140188622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

DNB Fund, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion coordonné de DNB Fund de novembre 2014, signé en date du 16 octobre 2014, enregistré à Luxembourg a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 novembre 2014.

DNB ASSET MANAGEMENT S.A.

CACEIS Bank Luxembourg

DNB Fund

Agent administratif

Référence de publication: 2014173611/13.

(140198503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2014.

Lux International Strategy, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 52.470.

Les actionnaires du compartiment Active Management sont par la présente invités à assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

qui sera tenue au siège social de la Société le 26 novembre 2014 à 11h00 afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. décider de fusionner le compartiment Lux International Strategy - Active Management dans le compartiment CAPB Funds - Strategy 60 Euro, compartiment d'une société d'investissement à capital variable soumise à la Partie I de la loi du 17 décembre 2010 sur les organismes de placement collectif par transfert de tous les avoirs et dettes du compartiment Lux International Strategy - Active Management dans le compartiment CAPB Funds - Strategy 60 Euro en accord avec les termes de la lettre aux actionnaires et du projet commun de fusion mis à disposition des actionnaires au siège social de Lux International Strategy.
2. décider que la date effective de la fusion sera le 15 décembre 2014 et que le compartiment Lux International Strategy - Active Management cessera d'exister à cette date.

Les résolutions devront être votées à une majorité simple des votes représentés et exprimés et aucun quorum de présence n'est requis.

Afin de participer au vote, les détenteurs de titres au porteur doivent déposer leurs titres au siège de CACEIS Bank Luxembourg, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, au moins 48 heures avant l'assemblée.

Afin de voter à l'assemblée :

- les actionnaires pourront être présents personnellement ou se faire représenter par un mandataire dûment nommé au moyen d'une procuration;

- les actionnaires qui ne pourront pas être présents lors de l'assemblée sont invités à envoyer une procuration dûment complétée à la Société à l'adresse mentionnée ci-dessous ou au numéro de fax +352.47.67.84.07 à faire parvenir avant le 25 novembre 2014. Les formulaires de procuration seront envoyés aux actionnaires nominatifs avec cette convocation et peuvent aussi être obtenus à l'adresse suivante :

Siège social de la Société:

5, Allée Scheffer

L-2520 Luxembourg

Luxembourg

Tout actionnaire désirant prendre part en personne à l'assemblée générale extraordinaire est prié de bien vouloir contacter CACEIS Bank Luxembourg (Attn. Mme Laetitia Boeuf - Téléphone +352.47.67.64.07 - Fax - +352.47.67.84.07).

Référence de publication: 2014170819/755/35.

Proximo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7243 Bereldange, 59, rue du Dix Octobre.

R.C.S. Luxembourg B 114.823.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014164277/9.

(140186528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Real Estate Opportunity Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 132.922.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014164282/10.

(140187205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Lux International Strategy, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 52.470.

Les actionnaires du compartiment Belgian Value Fund sont par la présente invités à assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

qui sera tenue au siège social de la Société le 26 novembre 2014 à 10h30 afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. décider de fusionner le compartiment Lux International Strategy - Belgian Value Fund dans le compartiment CAPB Funds - Europe Opportunities, compartiment d'une société d'investissement à capital variable soumise à la Partie I de la loi du 17 décembre 2010 sur les organismes de placement collectif par transfert de tous les avoirs et dettes du compartiment Lux International Strategy - Belgian Value Fund dans le compartiment CAPB Funds - Europe Opportunities en accord avec les termes de la lettre aux actionnaires et du projet commun de fusion mis à disposition des actionnaires au siège social de Lux International Strategy.
2. décider que la date effective de la fusion sera le 15 décembre 2014 et que le compartiment Lux International Strategy - Belgian Value Fund cessera d'exister à cette date.

Les résolutions devront être votées à une majorité simple des votes représentés et exprimés et aucun quorum de présence n'est requis.

Afin de participer au vote, les détenteurs de titres au porteur doivent déposer leurs titres au siège de CACEIS Bank Luxembourg, 5 allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, au moins 48 heures avant l'assemblée.

Afin de voter à l'assemblée :

- les actionnaires pourront être présents personnellement ou se faire représenter par un mandataire dûment nommé au moyen d'une procuration;

- les actionnaires qui ne pourront pas être présents lors de l'assemblée sont invités à envoyer une procuration dûment complétée à la Société à l'adresse mentionnée ci-dessous ou au numéro de fax +352.47.67.84.07 à faire parvenir avant le 25 novembre 2014. Les formulaires de procuration seront envoyés aux actionnaires nominatifs avec cette convocation et peuvent aussi être obtenus à l'adresse suivante :

Siège social de la Société:

5, Allée Scheffer
L-2520 Luxembourg
Luxembourg

Tout actionnaire désirant prendre part en personne à l'assemblée générale extraordinaire est prié de bien vouloir contacter CACEIS Bank Luxembourg (Attn. Mme Laetitia Boeuf - Téléphone +352.47.67.64.07 - Fax - +352.47.67.84.07).

Référence de publication: 2014170845/755/35.

Qua Patet Orbis B.V., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 86.420.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014164279/9.

(140186733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Roslin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 185.000.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Référence de publication: 2014164292/10.

(140186866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Pardis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5244 Sandweiler, 2B, Ennert dem Bierg.
R.C.S. Luxembourg B 132.349.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PARDIS S.à r.l.

Référence de publication: 2014164259/10.

(140186583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Partlux, Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 7, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 84.644.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22/10/2014.

Signature.

Référence de publication: 2014164261/10.

(140186597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Lacuna, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 74.776.

Die Aktionäre der Lacuna (die "Gesellschaft") werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

die am Mittwoch, den 26. November 2014, um 11:00 Uhr in den Geschäftsräumen der Gesellschaft, 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach stattfindet, eingeladen um über folgende Tagesordnung zu beraten und abzustimmen.

Tagesordnung:

1. Billigung der Berichte des Verwaltungsrates sowie des Abschlussprüfers für das am 30. Juni 2014 abgelaufene Geschäftsjahr
2. Billigung der Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 30. Juni 2014 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresergebnisses per 30. Juni 2014
4. Entlastung des Verwaltungsrates für die Ausübung des Mandates während des am 30. Juni 2014 abgelaufenen Geschäftsjahres
5. Wahl oder Wiederwahl des Verwaltungsrates bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung
6. Genehmigung der Verwaltungsratsvergütungen
7. Wahl oder Wiederwahl des Abschlussprüfers bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung
8. Sonstiges

Beschlüsse auf die Tagesordnung können ohne Anwesenheitsquorum mit einfacher Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst werden.

Um an der Generalversammlung teilnehmen zu können bzw. ihr Stimmrecht durch einen bestellten Bevollmächtigten ausüben, müssen Aktionäre sich bis spätestens 21. November 2014 bei der Domizilstelle der Gesellschaft, Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. (Fax Nr.: 00352 45 13 14 509, Corporate Services) angemeldet haben bzw. das am Sitz der Gesellschaft erhältliche Vollmachtsformular ausgefüllt zurückgesendet haben.

Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien müssen mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) nachweisen, dass ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle vom Tage der Ausstellung der Bescheinigung an und bis nach der Generalversammlung gesperrt sind. Eine solche Sperrbescheinigung muss bis spätestens 21. November 2014 am Sitz der Gesellschaft hinterlegt sein.

Der Jahresbericht ist bei der Zentralverwaltungsstelle während der üblichen Geschäftszeiten kostenlos erhältlich.

Munsbach, im November 2014

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014172518/34.

FondsSelector SMR Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 76.964.

Die Aktionäre der FondsSelector SMR SICAV werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

Der Aktionäre eingeladen, die am 26. November 2014 um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 30. Juni 2014 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 30. Juni 2014 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
5. Verwendung der Erträge
6. Verschiedenes

Die Punkte der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der Ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art. 26 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der FondsSelector SMR SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) per Fax 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014172517/755/30.

HVB Bonus Fonds DJ EURO STOXX 50® 11/2014, Fonds Commun de Placement.

ISIN: LU0332695955

Gemäß den Bestimmungen in Artikel 29 des Sonderreglements des o.g. Fonds, hat dieser zum 10. November 2014 sein Laufzeitende erreicht und wurde von der offiziellen Liste für Organismen für gemeinsame Anlagen gestrichen.

Die jeweilige Liquidation ist abgeschlossen, alle Investoren wurden ausbezahlt. Es wurden keine Gelder an die Caisse de Consignation gezahlt.

Hinweis zur Bekanntmachung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Association

Luxemburg, im November 2014

Structured Invest S.A.

Silvia Mayers / Christoph Längsfeld

Référence de publication: 2014176651/13.

Société Luxembourgeoise de Peinture et Fils S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 29C, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 176.832.

Les comptes annuels au 31-12-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la gérance

Signature

Référence de publication: 2014164323/11.

(140186891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Sauren Fonds-Select Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 68.351.

Die Aktionäre der SAUREN FONDS-SELECT SICAV werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

Der Aktionäre eingeladen, die am 26. November 2014 um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 30. Juni 2014 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 30. Juni 2014 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
5. Verwendung der Erträge
6. Verschiedenes

Die Punkte der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der Ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art. 26 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der SAUREN FONDS-SELECT SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) per Fax 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014172521/755/30.

Sincro Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 116.661.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale du 30 septembre 2014 («l'Assemblée Générale») a pris acte de la démission en date du 15 janvier 2014, de Monsieur Arnaud Bouteiller.

L'Assemblée Générale a approuvé la nomination de Monsieur Jonathan Malacrida, en remplacement de Monsieur Bouteiller au sein du Conseil d'Administration, à compter du 15 janvier 2014.

L'Assemblée Générale a renouvelé les mandats des administrateurs suivants:

- Monsieur Sylvain Feraud, Administrateur et Président du Conseil d'Administration, avec adresse professionnelle 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg;

- Madame Margherita Balerna Bommartini, Administrateur, avec adresse professionnelle Via L.Zuccoli 19, CH-6900 Paradiso Lugano (Suisse);

- Monsieur Jonathan Malacrida, Administrateur, avec adresse professionnelle, 2, Via Valdani, CH-6830 Chiasso (Suisse).

Leurs mandats prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2015.

L'Assemblée Générale du 30 septembre 2014 a également renouvelé le mandat du réviseur d'entreprise:

- Deloitte Audit S.à.r.L., réviseur d'entreprise, 560 Rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2015.

L'Assemblée Générale prend également acte du changement de dénomination du réviseur d'entreprise.

Pour SINCRO SICAV

Référence de publication: 2014164348/24.

(140187374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Invesco Real Estate Asia Fund, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Le règlement de gestion signé le 7 novembre 2014 avec effet au jour de la signature a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 novembre 2014.

Pour la société

Invesco Real Estate Management S.à r.l.

Société de gestion

Référence de publication: 2014174661/12.

(140199787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Manulife Global Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Zone d'Activités Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 26.141.

We are pleased to invite the shareholders to attend an

EXTRAORDINARY MEETING

of shareholders of Manulife Global Fund (the "Company") to be held at 101, rue Cents, L-1319, Grand Duchy of Luxembourg at 11:00 a.m. Luxembourg time on *16 December 2014*, for the purpose of considering and voting upon amendments to the articles of incorporation of the Company (the "Articles") as proposed in the agenda below.

The changes are mainly prompted by the introduction of the European Union Undertakings for Collective Investment in Transferable Securities IV (UCITS IV) Directive and the subsequent changes in reference to the Luxembourg Law of 20 December 2002.

All terms used but not otherwise defined in this Notice of Extraordinary Meeting (the "EGM Notice") shall have the meanings ascribed to them in the Articles.

Agenda of Extraordinary Meeting of Shareholders

Agenda:

1. To amend article 3 to replace the references to "the law of 20 December 2002" and to "the 2002 Law" by references to "the law of 17 December 2010" and "the 2010 Law" respectively.
2. To amend article 8 in order to supplement the definition of an "Unqualified Person" and to delete section (B) relating to the definition of "U.S. Person" to replace it by a cross-reference to the Prospectus of the Company where such term is defined. ¹
3. To amend article 14 to clarify in the second paragraph that shareholder meetings may be presided by any person.
4. To amend article 16 (i) to replace the references to "the 2002 Law" by a reference to "the 2010 Law", to replace the references to "Directive 85/611/EEC" by a reference to "Directive 2009/65/EC", to replace the references to "first and second indents" by "(a) and (b)" and to replace the references to "as amended" by "as may be amended from time to time" and (ii) to provide that any Fund of the Company can, under the conditions of the law of 17 December 2010, invest into one or several other Funds of the Company and (iii) to allow for the possibility of creating feeder Funds. ²
5. To amend article 20 to replace the reference to "Article 113 of the 2002 Law" by a reference to "Article 154 of the 2010 Law".
6. To amend article 21 (i) to replace the reference to "the 2002 Law" by a reference to "the 2010 Law", (ii) to clarify in the eighth last paragraph that shares of a given Class or Category may be converted into shares of the same Class or Category whether of another Fund or of the same Fund, (iii) to delete the references to mergers from the fifth last paragraph, (iv) to delete the words "or its merger with another Fund of the Company or with another Luxembourg UCITS, in each case" as well as the words "or merged" in the fourth last paragraph, (v) to delete the third and second last paragraphs and (vi) to add, at the end of the article two paragraphs relating to the merger provisions applicable under the 2010 Law. ³
7. To amend article 22 to add a paragraph f) providing that the determination of the net asset value of Shares may be suspended in case of a merger of a Fund or of the Company, if justified with a view to protecting the interest of Shareholders, and to add a paragraph g) providing that the determination of the net asset value of Shares of a Fund that is a feeder fund may be suspended in case of suspension of the determination of the net asset value of Shares of the master fund.
8. To amend article 24 by deleting the last sentence relating to the payment of fees by the General Adviser, such provision being contained in the Company's Prospectus.

9. To amend article 25 by deleting the words “sent to registered Shareholders and/or published and” in the last paragraph.⁴
10. To amend article 26 to include references to interim dividends and to simplify the dividend and interim dividend provisions in order to state that the board of directors of the Company may decide to distribute interim dividends, but that no distributions can be made where as a result of such distributions the capital of the Company would fall below the legal minimum.
11. To amend article 27 by deleting the words “Articles 67-1 and 142 of” and by replacing “Article 107 of the 2002 Law” by “Article 146 of the 2010 Law” in the last paragraph.
12. To amend article 30 to replace the reference to “the 2002 Law” by a reference to “the 2010 Law”.
13. To make miscellaneous amendments to articles 4, 5, 6, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 19, 21, 22, 23, 24, 25 and 26 to harmonise the terminologies used throughout the Articles, to delete any outdated, redundant or superfluous information and to introduce a table of contents.
14. To decide that the restated Articles be solely drafted in English and not be followed by a French translation.

The resolutions at such extraordinary meeting shall be passed by a majority of two-thirds of the Shares represented and voting in favour of the contemplated changes to the Articles and the minimum quorum of presence shall be no less than 50% of the Shares in issue.

A draft of the restated Articles showing all the contemplated changes will be available for inspection at the registered office of the Company and at the office of the Hong Kong Representative.

Voting Arrangements

In order to vote at the meetings:

* The holders of registered Shares may be present in person or represented by a duly appointed proxy;

* Shareholders who cannot attend the Extraordinary Meeting in person are invited to send a duly completed and signed proxy form to Citibank International plc (Luxembourg Branch), 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg to arrive no later than 5:00 p.m. Luxembourg time on 12 December 2014. Hong Kong Shareholders may also send their proxy forms to Citibank N.A. Hong Kong Branch, 50th Floor, Citibank Tower, Citibank Plaza, 3 Garden Road, Central, Hong Kong SAR at no later than 5:00 p.m. Hong Kong Time on 12 December 2014. Proxy forms for the Extraordinary Meeting will be sent to registered Shareholders with this EGM Notice and can also be obtained from the registered office of the Company.

If you do not agree with the changes to be made to the Articles, you may apply to redeem or to switch your holding in the relevant Sub-Fund(s) in accordance with the redemption and/or switching procedures as set out in the Prospectus. A switch or redemption of your Shares may affect your tax position. You should therefore seek independent professional advice on any applicable tax in the country of your respective citizenship, domicile or residence.

Shareholders requiring further information about any of the matters set out in this Notice may contact the Administrator of the Company, Citibank International plc (Luxembourg Branch) at telephone number (352) 45 14 14 258 or fax number (352) 45 14 14 332 or the Hong Kong Distributor, Manulife Asset Management (Hong Kong) Limited, at telephone number (852) 2108 1110 or fax number (852) 2810 9510 at any time during normal business hours.

¹ The changes are proposed in order to ensure that the definitions remain up-to-date and consistent with the use of such terms in the Prospectus for the purposes of the Company’s compliance with the provisions under the Foreign Account Tax Compliance Act.

² As permitted under the 2010 Law, by proposing these amendments, the Directors wish to retain the flexibility to create future Funds that may be able to invest up to 100% (and, at least 85%) of their net asset value into another UCITS.

³ The clarification on the convertibility among shares of the same Class or Category whether of another Fund or of the same Fund is proposed in order to recognize the fact that AA Inc, AA (HKD), AA (CAD Hedged), AA (AUD Hedged), AA (HKD) Inc, AA (CAD Hedged) Inc and AA (AUD Hedged) Inc Classes, in addition to the AA Class (collectively, the “AA Classes”), are now available to investors and to provide flexibility to Shareholders by facilitating switching between shares of the AA Classes, which (apart from denomination currency and for some Classes, dividend policy) essentially share the same features and are therefore deemed to be of the same Category under the Prospectus for the purposes of switching, whether it is within the same Fund or between different Funds.

In addition, the proposed changes to the merger provisions reflect certain new rules under the 2010 Law, pursuant to which, mergers are now permitted not only with Luxembourg UCITS, but also with other EU-UCITS and mergers are now permitted between a corporate-type fund, like the Company, and a contractual type fund. The proposed amendments also include certain changes intended to render the relevant provisions regarding merger procedures more reader-friendly.

⁴ From a cost-efficiency perspective for Shareholders, the Directors propose to reflect the normal position under Luxembourg company law to make the annual accounts available to all Shareholders in electronic form in lieu of sending hard copies to registered Shareholders at their expense.

Référence de publication: 2014160605/755/102.

KBL European Private Bankers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2955 Luxembourg, 43, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 6.395.

To the holders of notes of the Company

We hereby kindly convene you, in your capacity as holder of the following notes (the "Notes") issued by the Company (each a "Noteholder" and together the "Noteholders"):

- the U.S.\$ 2,580,000- notes, registered under ISIN code: Xs1130054676 issued by the Company on 4 November 2014 and having as maturity date 4 November 2019 (the "First Issue");

- the U.S.\$ 3,000,000.- notes, registered under ISIN code: Xs1120231276 issued by the Company on 7 November 2014 and having as maturity date 7 November 2019 (the "Second Issue"); and

- the U.S.\$ 4,000,000.- notes, registered under ISIN code: Xs1120231193 issued by the Company on 7 November 2014 and having as maturity date 7 November 2019 (the "Third Issue"),

to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of all the Noteholders of the Company (the "Meeting"):

- the First Issue Noteholders' Meeting on 4th December 2014 at 10:00 A.M. Central European time;

- the Second Issue Noteholders' Meeting on 4th December 2014 at 10:30 A.M. Central European time; and

- the Third Issue Noteholders' Meeting on 4th December 2014 at 11:00 A.M. Central European time,

which will be held at the registered office of the Company at 43, Boulevard Royal, L-2955 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The purpose of the Meeting will be to approve the changes to be made to the corporate object of the Company (the "Object Amendment").

Moreover, it is specifically pointed out that in accordance with article 3 (5) of the law of 5 April 1993 on financial sector (as amended) (the "FSL"), the Object Amendment must be approved by the Luxembourg supervisory authority of the financial sector, the Commission de Surveillance du Secteur Financier (the "CSSF") prior to its entry into force. The board of directors of the Company would like to draw the attention of the Noteholders to the fact that the Company is currently seeking such CSSF approval (agrément) and that during the period between the publication of the present convening notice and the holding of the Meeting, the proposed text of the Object Amendment as stated in the agenda of the Meeting may be amended to reflect the comments received until then, if any, from the CSSF, in which case an updated version of the text of the new corporate object clause of the Company shall be presented for approval to the Noteholders at the time of the Meeting.

The Meeting will thus have the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the extension of the current object clause of the Company and of the subsequent amendment of article 3 (object) of the articles of association of the Company which will now read as follows, as well as of any changes that could be made to the below text to comply with regulatory (including CSSF) requirements applicable to the Company:

"The object of the Company is to engage in all banking and financial operations of whatever kind, to receive from the public deposits or other repayable funds, to grant credits for its own account and to perform all activities reserved to banks, investment firms and other professionals of the financial sector and any financial, administrative, management or advisory operations in connection directly or indirectly with the activities above described.

The object of the Company is also to engage in any insurance intermediary activities with respect to regulated insurance companies approved in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, and to engage in any financial, administrative, management or advisory operations directly or indirectly linked to those activities.

The Company may also carry out all activities of primary IT systems operator of the financial sector and secondary IT systems and communication networks operator of the financial sector, as well as all the activities of administrative agent of the financial sector.

Within its object, the Company may in particular, without limitation:

- participate in the incorporation, development and/or control of any entity in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad;

- act as a partner or shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entities.

In addition, the Company shall be permitted to carry out all such commercial, advisory, movable or real estate activities relating directly or indirectly to the Company's object or which may help to develop its fulfilment. The Company may be interested by means of subscription, of contribution, of participation or in any other manner in any company or undertaking having a similar, connected or supplementary activity to its own activity and capable to develop one or several

areas of its activity, in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad. The Company may amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any such company or undertaking.

The Company may do all or any of the things provided in this article 3 (a) in any part of the world, (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise, (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise and (d) alone or with another person or persons."

2. Miscellaneous.

Please find below the general rules that govern the holding of the Meeting:

CONDITIONS FOR ATTENDANCE

The conditions for attendance or representation at the Meeting are as follows:

a) Conditions for personal attendance

Noteholders who elect to attend the Meeting must use their usual applicable contacting method for informing their financial intermediary, with whom their Notes are on deposit, accordingly.

They must require their financial intermediary, with whom their Notes are on deposit, to send a Noteholders voting certificate (the "Voting Certificate") for their Notes to the relevant central registration bank no later than 48 hours before the time fixed for the relevant Meeting.

Such Voting Certificate must indicate clearly the number of Notes being blocked, the date such Notes are being blocked, which must be no later than 48 hours before the time fixed for the Meeting, and a statement that (i) the relevant Notes have been deposited at a bank or other depository or blocked in an account with a clearing system and will not be released until the conclusion of the Meeting, and (ii) the bearer of such Voting Certificate is entitled to attend and vote at the Meeting in respect of the deposited Notes.

The Noteholders must bring a copy of such Voting Certificate to the Meeting.

b) Conditions for proxy voting

A Noteholder not wishing to attend and vote at the Meeting in person may give a block voting instruction ("Block Voting Instruction") stating that any person named in such document is authorised and instructed by the relevant central registration bank to cast the votes attributable to the Notes so listed in accordance with the instructions as set out in such document.

Noteholders must require their financial intermediary, with whom their Notes are on deposit, to send a Block Voting Instruction for their Notes to the relevant central registration bank no later than 24 hours before the time fixed for the Meeting.

Such Block Voting Instruction shall (i) indicate clearly the number of Notes being blocked, the date such Notes are being blocked, which must be no later than 48 hours before the time fixed for the Meeting, (ii) state that the votes attributable to the relevant Notes are to be cast in a particular way on each resolution to be put to the Meeting and that, during the period of 48 hours before the time fixed for the Meeting such instructions may not be amended or revoke, and (iii) authorize a named individual to vote in respect of the deposited Notes in accordance to such instructions.

Block Voting Instruction shall be valid only if it is deposited at the registered office of the relevant central registration bank at least 24 hours before the time fixed for the relevant Meeting or the chairman decides otherwise before the Meeting proceeds to business.

Any vote by a proxy in accordance with the relevant Block Voting Instruction shall be valid even if such Block Voting Instruction or any instruction pursuant to which it was given has been amended or revoked, provided that the relevant central registration bank has not been notified in writing of such amendment or revocation by the time which is 24 hours before the time fixed for the relevant Meeting. Unless revoked, any appointment of a proxy under a Block Voting Instruction in relation to a Meeting shall remain in force in relation to any resumption of such Meeting following an adjournment; provided, however, that no such appointment of a proxy in relation to a Meeting originally convened which has been adjourned for want of a quorum shall remain in force in relation to such Meeting when it is resumed. Any person appointed to vote at such a Meeting must be re-appointed under a Block Voting Instruction Proxy to vote at the Meeting when it is resumed.

The proxy voter must bring a copy of such Block Voting Instruction to the Meeting.

A Voting Certificate or Block Voting Instruction shall be valid until the release of the deposited Notes to which it relates. So long as a Voting Certificate or Block Voting Instruction is valid, the bearer thereof (in the case of a Voting Certificate) or any proxy named therein (in the case of a Block Voting Instruction) shall be deemed to be the holder of the Notes to which it relates for all purposes in connection with the Meeting. A Voting Certificate and a Block Voting Instruction cannot be outstanding simultaneously in respect of the same Note.

c) Participation form

Noteholders who intends to participate to the Meeting either in person or by proxy in accordance with a Block Voting Instruction shall announce their intention to participate to the Meeting by completing, signing, dating and returning on

no later than 2nd December 2014 at the latest to the attention of the Company (KBL European Private Bankers S.A, 43 boulevard Royal, L-2955 Luxembourg, attention to: Mr. Pierre Adans-Dester), a participation form for the relevant Meeting, that can be obtained at the registered office of the Company upon request, or upon request to its financial intermediaries or the relevant central registration bank.

CONVENING NOTICES

The Meeting shall be convened by means of convening notices published twice, with a minimum interval of eight days, and eight days before the Meeting, in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") and in one Luxembourg newspaper. In the event that all the Noteholders of the Company are present or represented and if they declare that they have been informed of the agenda of the Meeting, they may waive all convening requirements and formalities of publication.

QUORUM AND MAJORITY

Please note that, the Meeting shall not validly deliberate on the agenda mentioned above, unless at least one half of the total number of the Notes outstanding at the time of the Meeting is present or represented.

At the Meeting, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two thirds (2/3) of the votes cast by the Noteholders present or represented. Votes cast shall not include votes attaching to Notes in respect of which the Noteholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

VOTING RIGHTS

Voting rights attaching to the Notes issued by the Company shall be commensurate with the portion of the loan which they represent. Each note shall carry the right to at least one vote.

OTHER INFORMATION

Please note that the Meeting shall be presided over by one of the representatives of the Noteholders, if any have been appointed.

REQUEST FOR INFORMATION

Noteholders looking for more information can do so by contacting the central registration bank:

Banque Internationale à Luxembourg (BIL)

69, route d'Esch | L-2953 Luxembourg

Attention : Corporate Trust / Marianne BEISSEL

Tel : 4590-1

Mail : Common.depositary@bil.com

Luxembourg, on 17th of November 2014,

On behalf of the board of directors of the Company

Ernst-Wilhelm CONTZEN

Chairman

Référence de publication: 2014176649/755/147.

Malcolm & Peter International Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 108.563.

Val de Morgon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 143.854.

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre octobre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Mme Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement au 12, rue Jean Engling L-1466 Luxembourg,

1. agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme «MALCOLM & PETER INTERNATIONAL HOLDING S.A.» ayant son siège social au 42, rue de la Vallée L-2661 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Me Jean-Joseph WAGNER, alors notaire de résidence à Sanem, en date du 3 juin 2005, publié au Mémorial C n ° 1069 le 20 octobre 2005, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 108.563,

en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du Conseil d'Administration, prise en sa réunion du 15 octobre 2014; et

2. agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme «VAL DE MORGON S.A.» ayant son siège social au 42, rue de la Vallée L-2661 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Me Jean-Joseph WAGNER, prénommé, le 17 décembre 2008, publié au Mémorial C n° 156 le 23 janvier 2009, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B n°143.854

en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du Conseil d'Administration, prise en sa réunion du 15 octobre 2014.

Copies des deux (2) procès-verbaux des prédites réunions des Conseils d'Administration, après avoir été paraphés «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentés comme ci-avant, ont exposé au notaire instrumentant ce qui suit:

Lors de leurs réunions en date du 15 octobre 2014, les conseils d'administration des sociétés pré-mentionnées ont pris la décision de réaliser une fusion par absorption de «VAL DE MORGON S.A.», prénommée, par «MALCOLM & PETER INTERNATIONAL HOLDING S.A.» prénommée, ayant pour effet de transférer l'ensemble des éléments d'actif et de passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante, conformément aux Articles 259 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi").

A cette fin, les conseils d'administrations respectifs des Sociétés Fusionnantes ont décidé d'établir le présent projet commun de fusion (le «Projet Commun de Fusion») conformément aux dispositions de l'article 261 de la Loi, de le publier conformément aux dispositions de l'article 262 de la Loi et de présenter le Projet Commun de Fusion à leurs assemblées générales des actionnaires respectifs conformément aux dispositions de l'article 263 de la Loi.

Préambule

La fusion envisagée dans le cadre du Projet Commun de Fusion a pour but de:

- (i) la simplification de la structure de contrôle de l'ensemble des activités des Sociétés Fusionnantes, avec réduction parallèle des coûts; et
- (ii) la rationalisation du point de vue administratif et organisationnel des activités des Société Fusionnantes.

PROJET COMMUN DE FUSION:

1. Description des Sociétés Fusionnantes.

a) La Société Absorbante:

La société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg «MALCOLM & PETER INTERNATIONAL HOLDING S.A.» prénommée.

b) La Société Absorbée:

La société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg «VAL DE MORGON S.A.», prénommée.

2. Description de la fusion envisagée. Les conseils d'administration respectifs des Sociétés Fusionnantes proposent de réaliser une fusion par absorption qui impliquera le transfert universel de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante, conformément aux dispositions de l'article 274 de la Loi (la «Fusion»).

La Fusion sera réalisée sur la base des comptes intérimaires respectifs des Sociétés Fusionnantes établis en date du 31 juillet 2014 (les «Comptes Intérimaires»).

Les administrateurs décident d'entreprendre toutes les étapes nécessaires à la réalisation de la Fusion, conformément aux conditions détaillées ci-après dans le Projet Commun de Fusion.

Conformément à l'article 272 de la Loi, la Fusion prendra effet entre les Sociétés Fusionnantes lorsque les décisions concordantes desdites sociétés auront été adoptées, c'est-à-dire à la date des dernières résolutions des assemblées générales des actionnaires respectifs des Sociétés Fusionnantes approuvant le Projet Commun de Fusion (la «Date de Prise d'Effet»).

La Fusion prendra seulement effet envers les tiers après la publication du procès-verbal des résolutions des assemblées générales des actionnaires respectifs des Sociétés Fusionnantes, conformément aux articles 9 et 273(1) de la Loi.

3. Informations fournies en vertu de l'article 261 (2) de la Loi.

a) Rapport d'échange des actions:

Il est reconnu que la Fusion est considérée comme une restructuration interne du groupe auquel les Sociétés Fusionnantes appartiennent.

Le rapport d'échange des actions est calculé sur la base de la valeur de l'actif net de la Société Absorbante et de la valeur de l'actif net de la Société Absorbée, comme le prouvent:

- Les Comptes Intérimaires de la Société Absorbante au 31 juillet 2014.
- Les Comptes Intérimaires de la Société Absorbée au 31 juillet 2014.

(i) La Société Absorbante:

Le capital social de la Société Absorbante est fixé à quatre cent mille euros (400.000,- EUR) représenté par quatre mille (4.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérés.

Sur base des Comptes Intérimaires au 31 juillet 2014, l'actif net de la Société Absorbante est évalué à quatre millions sept cent quarante-huit mille six cent quatre-vingt-cinq euro (4.748.685,29.- EUR).

(ii) La Société Absorbée:

Le capital social de la Société Absorbée est fixé à deux cent cinquante mille euros (250.000,- EUR) représenté par deux mille cinq cents (2.500) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérés.

Sur base des Comptes Intérimaires au 31 juillet 2014, l'actif net de la Société Absorbée est évalué à six cent dix-sept mille quatre cent cinquante-six euros et un cent (617.456,01.- EUR).

(iii) Contrepartie:

En contrepartie de l'apport de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée, la Société Absorbante, suite à la Fusion, augmentera son capital social par l'émission de nouvelles actions, attribuées aux actionnaires de la Société Absorbée sur la base d'un rapport d'échange de une (1) action de la Société Absorbante pour cinq (5) actions de la Société Absorbée.

(iv) Paiement en espèces:

Aucun paiement en espèces ne sera accordé aux actionnaires de la Société Absorbée.

b) Modalités de remise des actions de la Société Absorbante:

Les actions nouvellement émises par la Société Absorbante seront émises sous forme d'actions nominatives et la transcription des actions nominatives se fera à la Date de Prise d'Effet au siège social de la Société Absorbante.

Par l'effet de la Fusion, la Société Absorbée cessera d'exister et toutes ses actions émises seront annulées. A cette fin, les actionnaires de la Société Absorbée devront remettre, à la Date de Prise d'Effet, toutes les actions émises par la Société Absorbée en leur possession au siège social de la Société Absorbée, où celles-ci seront détruites suite à leur remise.

c) Date à partir de laquelle les actions nouvellement émises seront porteuses du droit de participation aux bénéfices et toute condition particulière relative à ce droit:

Les actions nouvellement émises par la Société Absorbante permettront à leur détenteur de participer aux bénéfices de la Société Absorbante à compter de la Date de Prise d'Effet de la Fusion et, à partir de cette date, ce détenteur acquière tous les droits attachés à ces actions, en ce compris le droit aux dividendes ou à toute autre distribution future à distribuer à partir des bénéfices de la période comptable en cours et/ou des réserves accumulées et des profits reportés ou autrement. Ce droit n'est soumis à aucune condition ni modalité particulière.

d) Date à laquelle les opérations de la Société Absorbée seront considérées, du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante:

Les opérations de la Société Absorbée seront considérées, à des fins comptables, comme étant réalisées au nom de la Société Absorbante à compter du 1^{er} août 2014.

e) Droits conférés par la Société Absorbante aux actionnaires ayant des droits spéciaux et aux détenteurs de titres autres que des actions:

Les Société Fusionnantes n'ayant émises que des actions ordinaires, aucun droit spécial ni aucune mesure spécifique ne seront accordés par la Société Absorbante.

f) Proposition de renonciation par les actionnaires respectifs des Sociétés Fusionnantes au rapport visé par l'article 265 (1) de la Loi ainsi qu'à l'examen et au rapport écrit établi par un expert indépendant conformément aux dispositions de l'article 266 (1) de la Loi et proposition de nomination d'un commissaire aux apports:

Les actionnaires respectifs des Sociétés Fusionnantes ayant d'ores et déjà exprimé leur souhait, dans les prédicts procès-verbaux restés annexés aux présentes, de renoncer au rapport visé à l'article 265 (1) de la Loi, et Conformément aux dispositions de l'article 266 de la Loi, le projet commun de fusion devra faire l'objet d'un examen et d'un rapport établi par un expert indépendant conformément aux dispositions de l'article 266 (1) de la Loi.

g) Avantages spéciaux accordés aux experts au sens de l'article 266 de la Loi, aux membres du conseil d'administration, de surveillance ou de contrôle des Sociétés Fusionnantes:

Ni les experts visés à l'article 266 de la Loi (le cas échéant), ni les membres des conseils d'administration, de surveillance ou de contrôle des Sociétés Fusionnantes ne seront autorisés à recevoir des avantages particuliers en rapport avec ou par suite de la Fusion.

4. Conséquences de la Fusion. La Fusion déclenchera toutes les conséquences détaillées à l'article 274 de la Loi.

En effet, à la suite de la Fusion, la Société Absorbée cessera d'exister et toutes ses actions émises seront annulées.

Sous réserve des dispositions de l'article 274 (2) de la Loi relativement à l'opposabilité aux tiers, la Société Absorbante deviendra propriétaire des actifs apportés par la Société Absorbée tels qu'ils existent à la Date de Prise d'Effet sans aucun droit de recours quel qu'il soit contre la Société Absorbée.

La Société Absorbée garantit à la Société Absorbante que les créances transférées à la suite de la Fusion sont certaines et dues mais ne garantit pas la solvabilité des débiteurs concernés.

La Société Absorbante paiera, à compter de la Date de Prise d'Effet, tous les impôts, cotisations, droits, taxes et primes d'assurance qui seront ou pourront devenir exigibles en relation avec la possession des actifs qui ont été apportés.

A compter de la Date de Prise d'Effet, la Société Absorbante exécutera tous les contrats et obligations de la Société Absorbée.

Les droits et créances afférents aux actifs de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante avec tous les titres, soit réels (in rem) soit personnels, y attachés. La Société Absorbante sera donc subrogée, sans novation, à tous les droits, qu'ils soient réels (in rem) ou personnels, de la Société Absorbée à l'égard de tous ses actifs et contre tous ses débiteurs sans exception aucune.

La Société Absorbante paiera toutes les dettes de quelque nature que ce soit de la Société Absorbée. Elle paiera en particulier, le montant principal et les intérêts des dettes de toute nature qui incombent à la Société Absorbée.

Tous les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés au siège social de la Société Absorbante aussi longtemps que prescrit par la Loi.

Les mandats des membres du conseil d'administration ainsi que du commissaire aux comptes de la Société Absorbée prendront fin à la Date de Prise d'Effet de la Fusion. Pleine décharge sera accordée aux membres du conseil d'administration ainsi qu'au commissaire aux comptes de la Société Absorbée pour l'exécution de leurs mandats respectifs.

Les mandats des membres du conseil d'administration ainsi que du commissaire aux comptes de la Société Absorbante ne seront pas affectés par la Fusion.

5. Dispositions supplémentaires. Le coût de la Fusion incombera à la Société Absorbante.

Les soussignés entreprennent réciproquement de prendre toutes les mesures en leur pouvoir afin de réaliser la Fusion conformément aux exigences légales et statutaires des Sociétés Fusionnantes.

La Société Absorbante effectuera toutes les démarches nécessaires et requises à la réalisation de la Fusion ainsi que le transfert de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante.

Les actionnaires respectifs des Sociétés Fusionnantes auront le droit, au moins un mois avant la date fixée pour les assemblées générales des actionnaires respectifs des Sociétés Fusionnantes appelées à se prononcer sur le Projet Commun de Fusion, de prendre connaissance des documents suivants aux sièges sociaux respectifs desdites Sociétés Fusionnantes:

(i) le Projet Commun de Fusion;

(ii) les comptes annuels et les rapports de gestion des trois derniers exercices des Sociétés Fusionnantes, à savoir les comptes annuels de chacune des Sociétés Fusionnantes relatifs aux exercices sociaux s'étant terminés au 31 décembre 2011, au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2013.

(iii) les Comptes Intérimaires.

Finalement, un ou plusieurs actionnaires de la Société Absorbante disposant d'au moins cinq pour cent (5%) des actions du capital souscrit ont le droit de requérir pendant le délai d'un mois avant que l'opération prenne effet entre les Société, la convocation d'une assemblée générale de la Société Absorbante appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion. L'assemblée sera convoquée de façon à être tenue dans le mois de la réquisition

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement huit cents euros (800,- EUR).

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au comparant, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit comparant a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: V. PIERRU, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 31 octobre 2014. LAC/2014/50913. Reçu douze euros 12,00 €

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Référence de publication: 2014174750/178.

(140200282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Robson S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 3.423.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 161.698.

In the year two thousand and fourteen, on the tenth day of October.

In front of Maître Jean-Paul MEYERS, notary established in Rambrouch, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

THERE APPEARED:

Teslin Holdings Inc., a company governed by the laws of the Province of British Columbia and having its registered office at 200, 10991 Shellbridge Way, Richmond, BC, V6X 3C6, Canada (the "Sole Shareholder"), registered with the Registrar of Companies of British Columbia under registration number BC0680988.

here represented by Mr. Flavien Carbone, lawyer, professionally residing in Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of an "ad hoc" proxy given under private seal.

Which power of attorney, after being signed "ne varietur" by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of "Robson S.à r.l.", a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, incorporated by a deed enacted by Me Francis Kessler, prenamed, on 10 May 2011, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" ("Mémorial C") number 2142 dated 13 September 2011 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 161.698 (the "Company").

The articles of association of the Company have been amended for the last time by a deed enacted by Me Francis Kessler, prenamed, on 16 December 2013, published in the Mémorial C on 7 May 2014, number 1153.

II.- That the 62 (sixty-two) ordinary shares and the 3,474 (three thousand four hundred seventy-four) mandatory redeemable preferred shares of the Company, all with a nominal value of USD 1,000 (one thousand United States Dollars) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

1. Waiving of convening notice rights;
2. Redemption by the Company of a global number of 2 (two) ordinary shares and 111 (one hundred eleven) mandatory redeemable preferred shares ("MRPS") composed of 13 (thirteen) class B MRPS, 26 (twenty-six) class E MRPS and 72 (seventy-two) class G MRPS, each having a nominal value of USD 1,000 (one thousand United States Dollars) and currently held by the Company's sole shareholder;
3. Decrease of the share capital of the Company by a global amount of USD 113,000 (one hundred thirteen thousand United States Dollars) so as to decrease it from its current amount of USD 3,536,000 (three million five hundred and thirty-six thousand United States Dollars) to USD 3,423,000 (three million four hundred twenty-three thousand United States Dollars) by (i) the cancellation of 2 (two) ordinary shares and 111 (one hundred eleven) MRPS, each having a nominal value of USD 1,000 (one thousand United States Dollars), (ii) the reimbursement of the ordinary share premium of the Company by an amount of USD 109,978.46 (one hundred nine thousand nine hundred seventy-eight United States Dollars and forty-six Cents) and of the MRPS share premium of the Company by an amount of USD 10,034,765.09 (ten million thirty-four thousand seven hundred sixty-five United States Dollars and nine Cents), (iii) the reimbursement of the special reserve of MRPS by an amount of USD 111,000 (one hundred eleven thousand United States Dollars) and (iv) the decrease of the ordinary legal reserve of the Company by an amount of USD 200 (two hundred United States Dollars) and of the MRPS legal reserve of the Company by an amount of USD 11,100 (eleven thousand one hundred United States Dollars);
4. Subsequent amendment of the first paragraph of article 8. of the articles of association of the Company;
5. Delegation, to the board of managers of the Company, of the power to determine the practicalities of the repayment of the amount due to the sole shareholder of the Company further to resolution 3. above; and
6. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution:

The Sole Shareholder

- (i) waives its right to the prior notice of the current meeting,
- (ii) acknowledges being sufficiently informed on the agenda,
- (iii) considers being validly convened and therefore
- (iv) agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the documentation produced to the meeting has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

The Sole Shareholder waives any rights to the prior written notice relating to the redemption procedure as stated under article 11.5 of the articles of association of the Company.

Second resolution:

The Sole Shareholder decides that the Company redeems a global number of 2 (two) ordinary shares (the "Ordinary Shares"), each having a nominal value of USD 1,000 (one thousand United States Dollars) (the "Redeemed Ordinary

Shares”) and 111 (one hundred eleven) mandatory redeemable preferred shares (“MRPS”), each having nominal value of USD 1,000 (one thousand United States Dollars) (the “Redeemed MRPS”), from the Sole Shareholder (the “Redemption”), as follows:

- 13 (thirteen) class B MRPS for a global nominal value of USD 13,000 (thirteen thousand United States Dollars);
 - 26 (twenty-six) class E MRPS for a global nominal value of USD 26,000 (twenty-six thousand United States Dollars);
- and
- 72 (seventy-two) class G MRPS for a global nominal value of USD 72,000 (seventy-two thousand United States Dollars).

The Redemption is made at a global redemption price amounting to USD 10,380,043.55 (ten million three hundred eighty thousand forty-three United States Dollars and fifty-five Cents) (the “Redemption Price”) calculated in accordance with article 11.4 of the articles of association of the Company and which will be settled as follows (the “Repayment”):

- an amount of USD 2,000 (two thousand United States Dollars) corresponding to the global nominal value of the Redeemed Ordinary Shares;
- an amount of USD 109,978.46 (one hundred nine thousand nine hundred seventy-eight United States Dollars and forty-six Cents) corresponding to the share premium amount of Ordinary Shares to be redeemed;
- an amount of USD 200 (two hundred United States Dollars) corresponding to the legal reserve amount of the Ordinary Shares to be redeemed;
- an amount of USD 111,000 (one hundred eleven thousand United States Dollars) corresponding to the global nominal value of the Redeemed MRPS;
- an amount of USD 10,034,765.09 (ten million thirty-four thousand seven hundred sixty-five United States Dollars and nine Cents) corresponding to the share premium amount of MRPS to be redeemed;
- an amount of USD 11,100 (eleven thousand one hundred United States Dollars) corresponding to the legal reserve amount of the MRPS to be redeemed; and
- an amount of USD 111,000 (one hundred eleven thousand United States Dollars) corresponding to the reimbursement of the special reserve of MRPS.

It was noted that an interim statement of accounts, as prepared by the board of managers of the Company dated 10 October 2014 (the “Interim Statement of Accounts”) shows the existence of sufficient distributable funds for the Redemption and notably satisfies the Redemption Price.

The Sole Shareholder resolves to approve the Interim Statement of Accounts and that the Redemption Price is paid to the Sole Shareholder.

Third resolution:

The Sole Shareholder resolves, in accordance with the provisions of article 11.2 of the Company’s articles of association and the resolutions above, to cancel the Redeemed Ordinary Shares and the Redeemed MRPS with immediate effect, further to the Redemption by the Company as described above.

As a result of the aforesaid cancellation, the Company’s share capital shall be decreased by an amount of USD 113,000 (one hundred thirteen thousand United States Dollars) so as to decrease it from its current amount of USD 3,536,000 (three million five hundred and thirty-six thousand United States Dollars) to USD 3,423,000 (three million four hundred twenty-three thousand United States Dollars).

The Sole Shareholder also resolves in order to settle the Repayment to (i) reimburse to the Sole Shareholder the ordinary share premium of the Company by an amount of USD 109,978.46 (one hundred nine thousand nine hundred seventy-eight United States Dollars and forty-six Cents) and the MRPS share premium of the Company by an amount of USD 10,034,765.09 (ten million thirty-four thousand seven hundred sixty-five United States Dollars and nine Cents), (ii) reimburse the special reserve of MRPS by an amount of USD 111,000 (one hundred eleven thousand United States Dollars) and (iii) decrease the ordinary legal reserve of the Company by an amount of USD 200 (two hundred United States Dollars) and the MRPS legal reserve of the Company by an amount of USD 11,100 (eleven thousand one hundred United States Dollars).

Fourth resolution:

As a consequence of the foregoing statement and resolutions, The Sole Shareholder resolves to amend the first paragraph of article 8. of the articles of association of the Company to read as follows:

“The subscribed share capital of the Company is set at USD 3,423,000 (three million four hundred twenty-three thousand United States Dollars) divided into (i) 60 (sixty) ordinary shares with a par value of USD 1,000 (one thousand United States Dollars) (the “Ordinary Shares”) and (ii) 3,363 (three thousand three hundred sixty-three) mandatory redeemable preferred limited shares with a par value of USD 1,000 (one thousand United States Dollars) (the “MRPS”) and/or the “Preferred Shares”), divided into the following classes: (i) 65 (sixty-five) B MRPS, (ii) 130 (one hundred thirty) E MRPS, (iii) 792 (seven hundred ninety-two) F MRPS, and (iv) 2,376 (two thousand three hundred seventy-six) G MRPS.”

Fifth resolution:

The Sole Shareholder resolves to delegate to the board of managers of the Company the power

(i) to determine the practicalities of the Repayment to the Sole Shareholder and in particular the form of the Repayment and

(ii) to take any action required to be done or make any decision in the name and on behalf of the Company, in order to execute any document or do any act and take any action as it deems necessary and appropriate in the name and on behalf of the Company in connection with the Repayment.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this deed, have been estimated at about eight thousand five hundred euros.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon closed.

Whereof the present notary deed was drawn up in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, having signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dixième jour du mois d'octobre.

Par devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A COMPARU:

Teslin Holdings Inc., une société régie par les lois de la Province de Colombie Britannique et ayant son siège social sis au 200, 10991 Shellbridge Way, Richmond, BC, V6X 3C6, Canada, enregistrée auprès du Registre des Sociétés de la Colombie-Britannique sous le numéro BC0680988 (l' "Associé Unique").

ici dûment représentée par M. Flavien Carbone, avocat, résidant professionnellement au Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration «ad hoc» donnée sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée "ne varietur" par le représentant de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée telle que décrit ci-dessus, a requis du notaire instrumentant d'acter comme suit:

I. - La partie comparante est l'associé unique de "Robson S.à r.l.", une société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée par acte notarié dressé par Me Francis Kessler, le 10 mai 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial C") numéro 2142 daté du 13 septembre 2011 et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.698 (la "Société").

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par acte notarié dressé par Me Francis Kessler, le 16 décembre 2013, publié au Mémorial C le 7 mai 2014, numéro 1153.

II. - Que les 62 (soixante-deux) parts sociales ordinaires et les 3.474 (trois mille quatre cent soixante-quatorze) parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables de la Société, toutes d'une valeur nominale de 1.000 USD (mille Dollars Américains) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points figurant à l'ordre du jour, dont l'Associé Unique déclare expressément avoir été dûment informé au préalable.

III. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Renonciation aux droits de convocation;

2. Rachat par la Société d'un nombre global de 2 (deux) parts sociales ordinaires et 111 (cent onze) parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables ("MRPS") composé de 13 (treize) MRPS de classe B, 26 (vingt-six) MRPS de classe E, 72 (soixante-douze) MRPS de classe G, ayant chacune une valeur nominale de 1.000 USD (mille Dollars Américains) et actuellement détenues par l'associé unique de la Société;

3. Réduction du capital social de la Société d'un montant global de 113.000 USD (cent treize mille Dollars Américains) afin de le réduire de son montant actuel de 3.536.000 USD (trois millions cinq cent trente-six mille Dollars américains) à 3.423.000 USD (trois millions quatre cent vingt-trois mille Dollars américains) par (i) l'annulation de 2 (deux) parts sociales ordinaires et 111 (cent onze) MRPS, chacune ayant une valeur nominale de 1.000 USD (mille Dollars Américains), (ii) le remboursement de la prime d'émission ordinaire de la Société pour un montant de 109.978,46 USD (cent neuf mille neuf cent soixante-dix-huit Dollars Américains et quarante-six Cents) et de la prime d'émission des MRPS de la

Société pour un montant de 10.034.765,09 USD (dix millions trente-quatre mille sept cent soixante-cinq Dollars américains et neuf Cents), (iii) le remboursement de la réserve spéciale de MRPS d'un montant de 111.000 USD (cent onze mille Dollars Américains) et (iv) la réduction de la réserve légale ordinaire de la Société d'un montant de 200 USD (deux cents Dollars Américains) et de la réserve légale des MRPS de la Société d'un montant de 11.100 USD (onze mille cent Dollars Américains);

4. Modification subséquente du premier paragraphe de l'article 8. des statuts de la Société;

5. Délégation au conseil de gérance de la Société du pouvoir de déterminer les modalités du repaiement du montant dû à l'associé unique de la Société suite à la résolution 3. ci-dessus; et

6. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution:

L'Associé Unique

(i) renonce à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à cette assemblée,

(ii) reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour,

(iii) considère avoir été valablement convoqué et, en conséquence,

(iv) accepte de délibérer et de voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. De plus, il a été décidé que toute la documentation produite à l'assemblée a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un délai suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

L'Associé Unique renonce à tout droit de notification préalable concernant la procédure de rachat telle que détaillée à l'article 11.5 des statuts de la Société.

Deuxième résolution:

L'Associé Unique décide que la Société rachète un nombre global de 2 (deux) parts sociales ordinaires (les "Parts Sociales Ordinaires") chacune ayant une valeur nominale de 1.000 USD (mille Dollars Américains) (les "Parts Sociales Ordinaires Rachetées") et 111 (cent onze) parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables ("MRPS"), chacune ayant une valeur nominale de 1.000 USD (mille Dollars Américains) (les "MRPS Rachetées") à l'Associé Unique (le "Rachat"), comme suit:

- 13 (treize) MRPS de classe B pour une valeur nominale globale de 13.000 USD (treize mille Dollars Américains);

- 26 (vingt-six) MRPS de classe E pour une valeur nominale de 26.000 USD (vingt-six mille Dollars Américains); et

- 72 (soixante-douze) MRPS de classe G pour une valeur nominale globale de 72.000 USD (soixante-douze mille Dollars Américains).

Le Rachat des MRPS est effectué à un prix de rachat global s'élevant à 10.380.043,55 USD (dix millions trois cent quatre-vingt mille quarante-trois Dollars Américains et cinquante-cinq Cents) (le "Prix de Rachat") calculé conformément à l'article 11.4 des statuts de la Société et qui sera réglé comme suit (le "Repaiement"):

- un montant de 2.000 USD (deux mille Dollars Américains) correspondant à la valeur nominale globale des Parts Sociales Ordinaires Rachetées;

- un montant de 109.978,46 USD (cent neuf mille neuf cent soixante-dix-huit Dollars Américains et quarante-six Cents) correspondant au montant de prime d'émission des Parts Sociales Ordinaires devant être rachetées;

- un montant de 200 USD (deux cents Dollars Américains) correspondant au montant de réserve légale des Parts Sociales Ordinaires devant être rachetées;

- un montant de 111.000 USD (cent onze mille Dollars Américains) correspondant à la valeur nominale globale des MRPS Rachetées;

- un montant de 10.034.765,09 USD (dix millions trente-quatre mille sept cent soixante-cinq Dollars Américains et neuf Cents) correspondant au montant de prime d'émission des MRPS devant être rachetées;

- un montant de 11.100 USD (onze mille cent Dollars Américains) correspondant au montant de réserve légale des MRPS devant être rachetées; et

- un montant de 111.000 USD (cent onze mille Dollars Américains) correspondant au remboursement de réserve spéciale des MRPS.

Il est noté que les comptes intérimaires, tels que préparés par le conseil de gérance de la Société en date du 10 octobre 2014 (les "Comptes Intérimaires") démontrent l'existence de fonds distribuables suffisants pour le Rachat et notamment satisfait le Prix de Rachat.

L'Associé Unique décide d'approuver les Comptes Intérimaires et que le Prix de Rachat soit payé à l'Associé Unique.

Troisième résolution:

L'Associé Unique décide, conformément aux dispositions de l'article 11.2 des statuts de la Société et aux résolutions ci-dessus, d'annuler les Parts Sociales Ordinaires Rachetées et les MRPS Rachetées avec effet immédiat, suite au Rachat par la Société tel que décrit ci-dessus.

Il résulte de l'annulation mentionnée ci-dessus, que le capital social de la Société sera réduit d'un montant de 113.000 USD (cent treize mille Dollars Américains) afin de le réduire de son montant actuel de 3.536.000 USD (trois millions cinq cent trente-six mille Dollars Américains) à 3.423.000 USD (trois millions quatre cent vingt-trois mille Dollars Américains).

L'Associé Unique décide également, afin de régler le remboursement, de

(i) rembourser à l'Associé Unique la prime d'émission ordinaire de la Société d'un montant de 109.978,46 USD (cent neuf mille neuf cent soixante-dix-huit Dollars Américains et quarante-six Cents) et la prime d'émission des MRPS de la Société d'un montant de 10.034.765,09 USD (dix millions trente-quatre mille sept cent soixante-cinq Dollars Américains et neuf Cents),

(ii) rembourser la réserve spéciale de MRPS d'un montant de 111.000 USD (cent onze mille Dollars Américains) et

(iii) réduire la réserve légale ordinaire de la Société d'un montant de 200 USD (deux cents Dollars américains) et la réserve légale des MRPS de la Société d'un montant de 11.100 USD (onze mille cent Dollars Américains).

Quatrième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions qui précèdent, l'Associé Unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 8. des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

“Le capital social souscrit de la Société est fixé à 3.423.000 USD (trois millions quatre cent vingt-trois mille Dollars Américains), divisé en (i) 60 (soixante) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de 1.000 USD (mille Dollars Américains) (les “Parts Sociales Ordinaires”) et (ii) 3.363 (trois mille trois cent soixante-trois) parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables d'une valeur nominale de 1.000 USD (mille Dollars Américains) (les “MRPS” et/ou les “Parts Sociales Préférentielles”), divisées dans les classes suivantes: (i) 65 (soixante-cinq) MRPS B, (ii) 130 (cent trente) MRPS E, (iii) 792 (sept cent quatre-vingt-douze) MRPS F, et (iv) 2.376 (deux mille trois cent soixante-seize) MRPS G.”

Cinquième résolution:

L'Associé Unique décide de déléguer au conseil de gérance de la Société le pouvoir

(i) de déterminer les modalités pratiques du Repaiement à l'Associé Unique et en particulier la forme du Repaiement et

(ii) de prendre toute mesure requise devant être prise ou de prendre toute décision au nom et pour le compte de la Société afin de signer tout document ou faire tout acte et prendre toute mesure qui paraissent nécessaires et appropriés au nom et pour le compte de la Société en rapport avec le Repaiement.

Estimation des frais

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec le présent acte, ont été estimés à huit mille cinq cents euros.

Aucun autre point n'ayant à être traité, l'assemblée a été clôturée.

À la suite de quoi le présent acte notarié a été rédigé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, au jour en tête du présent document.

Lecture ayant été faite de ce document à la personne comparante, elle a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande de la personne comparante, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même personne comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: F. Carbone, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 17 octobre 2014. Relation: RED/2014/2229. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 23 octobre 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014165072/276.

(140188041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

A-R-A Retail Centers S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 119.233.

In the year two thousand and fourteen, on the eleventh day of November,
Before the undersigned, Maître Henri BECK, notary resident in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

ARA Master S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 43, Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under registration number B 190.789 and having a share capital of EUR 12,502,

acting as the Sole Shareholder (the Sole Shareholder) of A-R-A Retail Centers S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 43, Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 119.233 (the Company).

The Company was incorporated on August 9, 2008 pursuant to a deed drawn up by Maître Joseph Elvinger, notary resident in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Memorial) number 1818 on September 28, 2006. Since that date, the Company's articles of association (the Articles) have been amended several times, most recently on October 18, 2007 pursuant to a deed drawn up by Maître Henri Hellinckx, notary resident in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Memorial under number 2817 on December 5, 2007.

The Sole Shareholder is represented by Iris van Hardenbroek, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, requested the undersigned notary to record:

- I. That the Sole Shareholder hold all the shares in the share capital of the Company;
- II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

1) presentation of the draft terms of the merger providing for the absorption of:

(i) Apollo-Rida Retail Management sp. z o.o., a company established under the laws of Poland, with its registered office in Warsaw, 51 Chlodna Street, 00867 Warsaw, Poland, with its share capital amounting to PLN 50,000, entered into the Business Register maintained by the District Court for the Capital City of Warsaw in Warsaw, XII Commercial Division of the National Court Registry under KRS No. 0000181149, NIP: 5272429010, REGON: 015623560 (hereinafter referred to as: the Ceasing Company 1);

(ii) Apollo-Rida Management Radom sp. z o.o., a company established under the laws of Poland, with its registered office in Warsaw, 51 Chlodna Street, 00867 Warsaw, Poland, with its share capital amounting to PLN 50,000, entered into the Business Register maintained by the District Court for the Capital City of Warsaw in Warsaw, XII Commercial Division of the National Court Registry under KRS No. 0000186248, NIP: 5272428996, REGON: 015643806 (hereinafter referred to as: the Ceasing Company 2); and

(iii) A-R Shopping Centers Partners sp. z o.o. a company established under the laws of Poland, with its registered office in Warsaw, 51 Chlodna Street, 00867 Warsaw, Poland, with its share capital amounting to PLN 50,000, entered into the Business Register maintained by the District Court for the Capital City of Warsaw in Warsaw, XII Commercial Division of the National Court Registry under KRS No. 0000235377, NIP: 5272474140, REGON: 140150120 (hereinafter referred to as: the Ceasing Company 3 together with the Ceasing Company 1 and the Ceasing Company 2, the Ceasing Companies) by the Company;

2) acknowledgement that the documents required by article 267 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Law), except for the auditors' report with respect to the merger pursuant to the waiver granted by the Sole Shareholder, have been deposited at the registered office of the Company for due inspection by the Sole Shareholder of the Company at least one month before the date of the notarial meeting;

3) approval of the draft terms of the merger and decision to carry out the merger by way of the absorption of the Ceasing Companies by the Company;

4) acknowledgment that (i) the merger shall take effect between the merging companies and vis-à-vis third parties after the publication of the minutes of the general meetings or the written resolutions of shareholder(s) in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations as prescribed by article 9 of the Law (the Effective Date), (ii) from an accounting point of view, the operations of the Ceasing Companies shall be treated as having being carried out on behalf of the Company as from the Effective Date (iii) the dissolution without liquidation of, as from the Effective Date, the Ceasing Companies by way of transfer at book value of all assets and liabilities of the Ceasing Companies to the Company, in accordance with the draft terms of the merger, with such assets and liabilities of the Ceasing Companies being recorded in Euro by the Company, applying the Polish Zloty (PLN) to Euro (EUR) exchange rate published by the European Central Bank on the Effective Date and (iv) the cancellation of, as from the Effective Date, all the shares issued by the Ceasing Companies;

5) empowerment and authorisation of any lawyer and employee of Loyens & Loeff Luxembourg S.à r.l. and any employee of Ares Luxembourg, acting individually as agent of the Company, with full power of substitution, to execute any documents and to perform any actions and formalities necessary, appropriate, required or desirable in connection with the merger; and

6) miscellaneous.

First resolution

The Sole Shareholder notes that the board of managers of the Company has presented to it the common draft terms of the cross-border merger, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, N° - 1579 and N° - 1580 of June 19, 2014 in accordance with article 262 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law) and providing for the absorption of (i) Apollo-Rida Retail Management sp. z o.o., a company established under the laws of Poland, with its registered office in Warsaw, 51 Chlodna Street, 00-867 Warsaw, Poland, with its share capital amounting to PLN 50,000, entered into the Business Register maintained by the District Court for the Capital City of Warsaw in Warsaw, XII Commercial Division of the National Court Registry under KRS No. 0000181149, NIP: 5272429010, REGON: 015623560 (hereinafter referred to as: the Ceasing Company 1), (ii) Apollo-Rida Management Radom sp. z o.o., a company established under the laws of Poland, with its registered office in Warsaw, 51 Chlodna Street, 00-867 Warsaw, Poland, with its share capital amounting to PLN 50,000, entered into the Business Register maintained by the District Court for the Capital City of Warsaw in Warsaw, XII Commercial Division of the National Court Registry under KRS No. 0000186248, NIP: 5272428996, REGON: 015643806 (hereinafter referred to as: the Ceasing Company 2), and (iii) A-R Shopping Centers Partners sp. z o.o. a company established under the laws of Poland, with its registered office in Warsaw, 51 Chlodna Street, 00-867 Warsaw, Poland, with its share capital amounting to PLN 50,000, entered into the Business Register maintained by the District Court for the Capital City of Warsaw in Warsaw, XII Commercial Division of the National Court Registry under KRS No. 0000235377, NIP: 5272474140, REGON: 140150120 (hereinafter referred to as: the Ceasing Company 3 together with the Ceasing Company 1 and the Ceasing Company 2, the Ceasing Companies) by the Company, whereby the merger will be carried out by the transfer, further to the dissolution without liquidation, of all the assets and liabilities, without any restriction or limitation, of the Ceasing Companies to the Company (the Merger Proposal).

Second resolution

The Sole Shareholder acknowledges that all the documents required by article 267 of the Law, except for the accounting statement and the auditors' report with respect to the merger which requirements have been waived by the Sole Shareholder, have been made available at the registered office of the Company for due inspection by the Shareholder of the Company at least one month before the date hereof.

A certificate attesting the deposit of the above mentioned documents duly signed by the authorized representatives of the Company together with a waiver letter relating to the provisions of articles 266 (5) and 267(1) of the Law and a statement duly signed by the authorized representatives of the Company confirming that there has been no material change in the business of the Company and the Company's affairs since the date of the last financial statements of the Company as per 01 April 2014 have been shown to the undersigned notary.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to approve the Merger Proposal and to carry out the merger by way of the absorption of the Ceasing Companies by the Company, in accordance with the conditions detailed in the Merger Proposal and in particular, by the universal transfer of all the assets and liabilities of the Ceasing Companies to the Company, without any restriction or limitation.

Fourth resolution

The Sole Shareholder acknowledges that (i) the merger shall take effect between the merging companies and vis-à-vis third parties after the publication of the minutes of the general meetings or the written resolutions of shareholder(s) in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations as prescribed by article 9 of the Law (the Effective Date); and (ii) from an accounting point of view, the operations of the Ceasing Companies shall be treated as having being carried out on behalf of the Company as from the Effective Date.

The Sole Shareholder further acknowledges, as from the Effective Date, (i) the dissolution without liquidation of the Ceasing Companies by way of transfer at book value of all their assets and liabilities to the Company in accordance with the Merger Proposal, with such assets and liabilities of the Ceasing Companies being recorded in Euro by the Company, applying the Polish Zloty (PLN) to Euro (EUR) exchange rate published by the European Central Bank on the Effective Date and (ii) the cancellation of all the shares issued by the Ceasing Companies.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to empower and authorise any lawyer and employee of Loyens & Loeff Luxembourg S.à r.l. and any employee of Ares Luxembourg, acting individually as agent of the Company, with full power of substitution, to execute any documents and to perform any actions and formalities necessary, appropriate, required or desirable in connection with the merger and with the above resolutions.

Declaration

The undersigned notary attests, in accordance with the provisions of article 271(2) of the Law, the existence and legality of the deed and formalities incumbent to the Company and of the Merger Proposal.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the representative of the appearing party, the latter signed together with the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le onzième du mois de novembre,

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

ARA Master S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Luxembourg dont le siège social est établi au 43, Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 190.789 et disposant d'un capital social s'élevant à EUR 12.502,

agissant en qualité d'associé unique (l'Associé Unique) de A-R-A Retail Centers S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Luxembourg dont le siège social est établi au 43, Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 119.233 (la Société).

La Société a été constituée le 9 août 2008 suivant un acte dressé par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations (le Mémorial) numéro 1818 du 28 septembre 2006. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés à plusieurs reprises depuis cette date, et le plus récemment le 18 octobre 2007 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial numéro 2817 du 5 décembre 2007.

L'Associé Unique est représenté par Iris van Hardenbroek, avocate, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société;

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé de la manière suivante:

1) présentation du projet commun de fusion prévoyant l'absorption de:

(i) Apollo-Rida Retail Management sp. z.o.o., une société constituée selon les lois de Pologne, dont le siège social est situé à Varsovie, 51 Chlodna Street, 00-867 Varsovie, Pologne, disposant d'un capital social s'élevant à PLN 50.000,- immatriculée auprès du registre de commerce tenu par le tribunal de district de la ville de Varsovie, à Varsovie, Division Commercial XII du Registre National du Tribunal sous le numéro KRS No. 0000181149, NIP: 5272429010, REGON: 015623560 (ci-après désignée: la Société Absorbée 1);

(ii) Apollo-Rida Management Radom sp. z.o.o., une société constituée selon les lois de Pologne, dont le siège social est situé à Varsovie, 51 Chlodna Street, 00-867 Varsovie, Pologne, disposant d'un capital social s'élevant à PLN 50.000,- immatriculée auprès du registre de commerce tenu par le tribunal de district de la ville de Varsovie, à Varsovie, Division Commercial XII du Registre National du Tribunal sous le numéro KRS No. 0000186248, NIP: 5272428996, REGON: 015643806 (ci-après désignée: la Société Absorbée 2); et

(iii) A-R Shopping Centers Partners sp. z.o.o., une société constituée selon les lois de Pologne, dont le siège social est situé à Varsovie, 51 Chlodna Street, 00-867 Varsovie, Pologne, disposant d'un capital social s'élevant à PLN 50.000,- immatriculée auprès du registre de commerce tenu par le tribunal de district de la ville de Varsovie, à Varsovie, Division Commercial XII du Registre National du Tribunal sous le numéro KRS No. 0000235377, NIP: 5272474140, REGON: 140150120 (ci-après désignée: la Société Absorbée 3, avec la Société Absorbée 1 et la Société Absorbée 2, collectivement désignées les Sociétés Absorbées) par la Société;

2) reconnaissance que les documents exigés par l'article 267 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), à l'exception du rapport des réviseurs relatif à la fusion et auquel l'Associé Unique a renoncé, ont été mis à la disposition de l'Associé Unique pour consultation au siège social de la Société au moins un mois avant la date de l'assemblée tenue devant notaire;

3) approbation du projet commun de fusion et décision de procéder à la fusion par voie d'absorption par la Société des Sociétés Absorbées;

4) reconnaissance (i) que la fusion prendra effet entre les sociétés qui fusionnent et vis-à-vis des tiers à la suite de la publication des procès-verbaux des assemblées générales ou des résolutions écrites du(des) associé(s) au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations conformément aux prescriptions de l'article 9 de la Loi (la Date d'Effet), (ii) que d'un point de vue comptable, les opérations des Sociétés Absorbées seront traitées comme ayant été accomplies au nom de la Société à compter de la Date d'Effet, (iii) à compter de la Date d'Effet, de la dissolution sans liquidation des Sociétés

Absorbées par voie de transfert à la valeur comptable de l'intégralité de l'actif et du passif des Sociétés Absorbées à la Société, conformément au projet commun de fusion, lesdits actif et passif des Sociétés Absorbées étant enregistrés en Euro par la Société, en application du taux de change du Zloty polonais (PLN) par rapport à l'Euro (EUR) publié par la Banque Centrale Européenne à la Date d'Effet et (iv) à compter de la Date d'Effet, de l'annulation de toutes les parts sociales émises par les Sociétés Absorbées;

5) pouvoir et autorisation donnés à tout avocat ou employé de Loyens & Loeff Luxembourg S.à r.l. et à tout employé d'Ares Luxembourg, agissant individuellement comme représentant de la Société, avec plein pouvoir de substitution, afin de signer tous les documents et d'accomplir toutes les actions et formalités nécessaires, appropriées, exigées ou souhaitables en lien avec la fusion; et

6) divers.

Première résolution

L'Associé Unique note que le conseil de gérance de la Société lui a présenté le projet commun de fusion transfrontalière, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° - 1579 et N° - 1580 le 19 juin 2014 conformément à l'article 262 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et prévoyant l'absorption de (i) Apollo-Rida Retail Management sp. z.o.o., une société constituée selon les lois de Pologne, dont le siège social est situé à Varsovie, 51 Chlodna Street, 00-867 Varsovie, Pologne, disposant d'un capital social s'élevant à PLN 50.000,- immatriculée auprès du registre de commerce tenu par le tribunal de district de la ville de Varsovie, à Varsovie, Division Commercial XII du Registre National du Tribunal sous le numéro KRS No. 0000181149, NIP: 5272429010, REGON: 015623560 (ci-après désignée: la Société Absorbée 1), (ii) Apollo-Rida Management Radom sp. z.o.o., une société constituée selon les lois de Pologne, dont le siège social est situé à Varsovie, 51 Chlodna Street, 00-867 Varsovie, Pologne, disposant d'un capital social s'élevant à PLN 50.000,- immatriculée auprès du registre de commerce tenu par le tribunal de district de la ville de Varsovie, à Varsovie, Division Commercial XII du Registre National du Tribunal sous le numéro KRS No. 0000186248, NIP: 5272428996, REGON: 015643806 (ci-après désignée: la Société Absorbée 2), et (iii) A-R Shopping Centers Partners sp. z.o.o., une société constituée selon les lois de Pologne, dont le siège social est situé à Varsovie, 51 Chlodna Street, 00-867 Varsovie, Pologne, disposant d'un capital social s'élevant à PLN 50.000,- immatriculée auprès du registre de commerce tenu par le tribunal de district de la ville de Varsovie, à Varsovie, Division Commercial XII du Registre National du Tribunal sous le numéro KRS No. 0000235377, NIP: 5272474140, REGON: 140150120 (ci-après désignée: la Société Absorbée 3, avec la Société Absorbée 1 et la Société Absorbée 2, collectivement désignées les Sociétés Absorbées) par la Société, et au titre duquel il est procédé à la fusion par le transfert universel, suite à la dissolution sans liquidation, de tous les actifs et passifs des Sociétés Absorbées, sans restriction ou limitation, à la Société (le Projet de Fusion).

Deuxième résolution

L'Associé Unique prend acte du fait que tous les documents exigés par l'article 267 de la Loi, à l'exception de l'état comptable et du rapport des réviseurs relatifs à la fusion, auquel l'Associé Unique a renoncé, ont été mis à la disposition de l'Associé Unique pour consultation au siège social de la Société au moins un mois avant la date des présentes.

Un certificat attestant du dépôt des documents mentionnés ci-dessus dûment signé par les représentants autorisés de la Société ainsi que la lettre de renonciation relative aux dispositions des articles 266 (5) et 267 (1) de la Loi et une déclaration dûment signée par les représentants autorisés de la Société attestant qu'il n'y a eu aucun changement matériel dans l'activité et les affaires de la Société depuis la date des derniers états financiers de la Société au 1^{er} avril 2014, ont été montrés au notaire instrumentant.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide d'approuver le Projet de Fusion et de procéder à la fusion par absorption des Sociétés Absorbées par la Société conformément aux conditions détaillées dans le Projet de Fusion et en particulier par le transfert universel de l'intégralité de l'actif et du passif des Sociétés Absorbées à la Société sans restriction ou limitation.

Quatrième résolution

L'Associé Unique reconnaît que (i) la fusion prendra effet entre les sociétés qui fusionnent et vis-à-vis des tiers à la suite de la publication des procès-verbaux des assemblées générales ou des résolutions écrites du(des) associé(s) au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations conformément aux prescriptions de l'article 9 de la Loi (la Date d'Effet), et (ii) d'un point de vue comptable, les opérations des Sociétés Absorbées seront traitées comme ayant été accomplies au nom de la Société à compter de la Date d'Effet.

L'Associé Unique prend acte par ailleurs, à compter de la Date d'Effet, (i) de la dissolution sans liquidation des Sociétés Absorbées par voie de transfert, à la valeur comptable de l'intégralité de leurs actifs et passifs, à la Société conformément au Projet de Fusion lesdits actif et passif des Sociétés Absorbées étant enregistrés en Euro par la Société, en application du taux de change du Zloty polonais (PLN) par rapport à l'Euro (EUR) publié par la Banque Centrale Européenne à la Date d'Effet et (ii) de l'annulation de toutes les parts sociales émises par les Sociétés Absorbées.

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide de donner pouvoir et d'autoriser tout avocat ou employé de Loyens & Loeff Luxembourg S.à r.l., et tout employé d'Ares Luxembourg, agissant individuellement comme représentant de la Société, avec plein pouvoir de substitution, afin de signer tous les documents et d'accomplir toutes les actions et formalités nécessaires, appropriées, exigées ou souhaitables relatives à la fusion et les résolutions qui précèdent.

Déclaration

Le notaire instrumentant atteste, conformément aux dispositions de l'article 271(2) de la Loi, de l'existence et de la légalité de l'acte, des formalités qui incombent à la Société et du Projet de Fusion.

DONT ACTE, le présent acte a été rédigé à Luxembourg à la date stipulée en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Le document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, ce dernier a signé avec le notaire instrumentant le présent acte en original.

Signé: I. VAN HARDENBROEK, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 12 novembre 2014 Relation: ECH/2014/2171. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 12 novembre 2014.

Référence de publication: 2014175823/256.

(140201516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Dr. Dolf Stockhausen Beteiligungs S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 27.000.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 163.332.

Im Jahr zweitausendundvierzehn, den sechzehnten Oktober.

Vor dem unterzeichnenden Notar, Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtswohnsitz in Luxemburg (Grossherzogtum Luxemburg).

Erschien

Herr Dr. Dolf Stockhausen, wohnhaft in Seestrasse 84, 6052 Hergiswil NW, Schweiz, alleiniger Gesellschafter der Dr. Dolf Stockhausen Beteiligungs S.à r.l., mit Gesellschaftssitz in L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper, gegründet durch notarielle Urkunde von Maître Jean-Joseph Wagner, Notar mit Amtswohnsitz in Sassenheim, am 31. August 2011, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das „Mémorial C“) vom 29. Oktober 2011, Nummer 2637, veröffentlicht wurde (die „Gesellschaft“), und deren Satzung zuletzt durch notarielle Urkunde des unterzeichnenden Notars, mit Amtssitz in Luxemburg vom 13. Februar 2012, veröffentlicht im Mémorial C vom 3. April 2012, Nummer 868, abgeändert wurde, vertreten durch Me Linda Funck, maître en droit, mit beruflicher Adresse in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 8. Oktober 2014, welche ne varietur von der erschienenen Partei sowie dem Notar unterzeichnet wurde und der vorliegenden notariellen Urkunde als Anlage beiliegen wird.

Die erschienene Partei erklärte und beauftragte den Notar folgendes festzustellen:

I. Die erschienene Partei ist Inhaberin des gesamten sich im Umlauf befindenden Aktienkapitals der Gesellschaft in Höhe von sieben und zwanzig Millionen Euro (EUR 27.000.000) eingeteilt in zwei hundert sieben tausend (270.000) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von je hundert Euro (€ 100) und kann wirksam über folgende Tagesordnungspunkte beschließen.

II. Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung

1. Billigung des Entwurfs des gemeinsamen Verschmelzungsplans vom 29. August 2014 veröffentlicht am 15. September 2014 im Mémorial C, Nummer 2480 betreffend die Verschmelzung der Gesellschaft auf die Dr. Dolf Stockhausen Beteiligungs AG, eine in der Schweiz ansässigen Gesellschaft mit Gesellschaftssitz in Stansstadterstrasse 90, CH-6370 Stans, eingetragen im Handelsregister des Kantons Nidwalden unter CHE-161.939.220 (die "DS-AG").

2. Billigung der Verschmelzung der Gesellschaft mit der DS-AG durch eine grenzüberschreitende Verschmelzung durch Übertragung des gesamten Unternehmens der Gesellschaft auf die DS-AG gemäß Artikel 274 des luxemburgischen Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (wie abgeändert) (das „Gesetz“);

3. Zur Kenntnisnahme durch den alleinigen Gesellschafter dass in Folge der Übertragung des gesamten Unternehmens der Gesellschaft, dessen Wert sich gemäss Fusionsbilanz der Gesellschaft vom 30. Juni 2014 auf hundertsechzig Millionen neun hundert sieben und siebenzig tausend sechs hundert neun und zwanzig Euro und sechs und neunzig Cents (EUR 170.977.629,96) beläuft, eine Erhöhung des Aktienkapitals der DS-AG von ein hundert tausend Schweizer Franken (CHF 100.000) auf ein und dreissig Millionen neun hundert sechzig tausend Schweizer Franken (CHF 31.960.000), durch die Ausgabe durch die DSAG von ein und dreissig tausend achthundert sechzig (31.860) neuen Namensaktien mit einem Nennbetrag von tausend Schweizer Franken (CHF 1.000) erfolgt, sowie dass die Differenz zwischen dem Gesamtwert und dem Betrag der Kapitalerhöhung einer freien Rücklage der DS-AG zugeschrieben wird;

4. Zur Kenntnisnahme durch den alleinigen Gesellschafter des Verschmelzungsstichtages.

5. Bestätigung durch den alleinigen Gesellschafter der Veröffentlichung des Entwurfs des Verschmelzungsplans am 15. September 2014 im Mémorial C, Nummer 2480, mindestens einen Monat vor dem Datum der Gesellschafterversammlung der Gesellschaft welche der Verschmelzung zustimmt.

6. Verzicht des alleinigen Gesellschafters auf die in Artikel 266 (1) des Gesetzes vorgesehene Prüfung des Verschmelzungsplans und das Erstellen eines Prüfungsberichtes über den Verschmelzungsplan durch einen oder mehrere unabhängige Sachverständige, gemäss schriftlichem Beschluss des alleinigen Gesellschafters der DS-AG und der Gesellschaft vom 29. August 2014;

7. Verzicht des alleinigen Gesellschafters auf den in Artikel 265 (1) des Gesetzes vorgesehenen Bericht welcher den Verschmelzungsplan aus rechtlicher und wirtschaftlicher Sicht, und insbesondere das Umtauschverhältnis der Aktien erklärt und begründen soll, gemäss schriftlichem Beschluss des alleinigen Gesellschafters der DS-AG und der Gesellschaft vom 29. August 2014;

III. Der alleinige Gesellschafter bestätigt die Hinterlegung beim Sitz der Gesellschaft der folgenden gemäss Artikel 267 des Gesetzes erforderlichen Unterlagen mindestens einen Monat vor der Gesellschafterversammlung der verschmelzenden Gesellschaften:

a. Der Entwurf des gemeinsamen Verschmelzungsplan vom 29. August 2014 (mit der Satzung der aufnehmenden Gesellschaft),

b. die Jahresbilanz der letzten 3 Jahre (2011, 2012 und 2013) der Gesellschaft,

c. die Zwischenbilanz der Gesellschaft zum 30. Juni 2014,

d. die Eröffnungsbilanz der DS-AG vom 7. August 2014 (für die DS-AG liegen keine Jahresbilanzen vor, da diese Gesellschaft am 6. August 2014 gegründet wurde).

Nach Erläuterung des dem alleinigen Gesellschafter bekannten Entwurfes des Verschmelzungsplans vom 29. August 2014 sowie der rechtlichen und wirtschaftlichen Auswirkungen der beabsichtigten grenzüberschreitenden Verschmelzung fasste der alleinige Gesellschafter die nachfolgenden Beschlüsse.

Erster Beschluss

Der alleinige Gesellschafter nimmt zur Kenntnis dass der Entwurf des Verschmelzungsplans am 29. August 2014 von den Geschäftsführern der Gesellschaft als übertragende Gesellschaft und den Geschäftsführern der DS-AG, als übernehmende Gesellschaft aufgestellt wurde und am 15. September 2014 im Mémorial C, Nummer 2480, veröffentlicht wurde (eine Kopie dieser Veröffentlichung liegt dieser Urkunde bei).

Der alleinige Gesellschafter beschließt dem von der Gesellschaft un der DSAG am 29. August 2014 aufgestellten Verschmelzungsplan zuzustimmen.

Zweiter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt der Verschmelzung der Gesellschaft durch Übertragung ihres Unternehmens auf die DS-AG im Wege der Gesamtrechtsnachfolge gemäß Artikel 274 (1) des Gesetzes, nach Maßgabe des Verschmelzungsplans vom 29. August 2014 ohne jeglichen Vorbehalt und Voraussetzung zu zustimmen.

Dritter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter nimmt zur Kenntnis dass der Gesamtwert des Vermögens der Gesellschaft, welcher sich gemäss Fusionsbilanz der Gesellschaft vom 30. Juni 2014, auf hundertsechzig Millionen neun hundert sieben und siebenzig tausend sechs hundert neun und zwanzig Euro und sechs und neunzig Cents (EUR 170.977.629,96) beläuft, eine Erhöhung des Aktienkapitals der DS-AG von ein hundert tausend Schweizer Franken (CHF 100.000) auf ein und dreissig Millionen neun hundert sechzig tausend Schweizer Franken (CHF 31.960.000), durch die Ausgabe durch die DS-AG von ein und dreissig tausend achthundert sechzig (31.860) neuen Namensaktien mit einem Nennbetrag von tausend Schweizer Franken (CHF 1.000) erfolgt, sowie dass die Differenz zwischen dem Gesamtwert und dem Betrag der Kapitalerhöhung einer freien Rücklage der DS-AG zugeschrieben wird.

Vierter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter bestätigt dass die Übernahme des Vermögens der Gesellschaft durch die DS-AG für die Zwecke der Rechnungslegung mit Wirkung zum 1. Juli 2014, 0:00 Uhr (Verschmelzungsstichtag) erfolgt.

163952

Fünfter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter bestätigt die Veröffentlichung des Entwurfes des Verschmelzungsplans am 15. September 2014 im Mémorial C, Nummer 2480, mindestens einen Monat vor dem Datum der Gesellschafterversammlung welche der Verschmelzung zustimmt.

Sechster Beschluss

Der alleinige Gesellschafter bestätigt auf die in Artikel 266 (1) des Gesetzes vorgesehene Prüfung des Verschmelzungsplans und das Erstellen eines Prüfungsberichtes über den Verschmelzungsplan durch einen oder mehrere unabhängige Sachverständige, gemäss schriftlichem Beschluss des alleinigen Gesellschafters der DS-AG und der Gesellschaft vom 29. August 2014, zu verzichten.

Siebenter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter bestätigt auf den in Artikel 265 (1) des Gesetzes vorgesehenen Bericht welcher den Verschmelzungsplan aus rechtlicher und wirtschaftlicher Sicht, und insbesondere das Umtauschverhältnis der Aktien erklärt und begründen soll, gemäss schriftlichem Beschluss des alleinigen Gesellschafters der DS-AG und der Gesellschaft vom 29. August 2014, zu verzichten.

Die Generalversammlung stellt fest, dass die Bücher, Dokumente und Aufzeichnungen der Gesellschaft für einen Zeitraum von 5 Jahren am Sitz der DSAG hinterlegt bleiben.

Bestätigung

Der unterzeichnende Notar bestätigt hiermit den Bestand und die Rechtswirksamkeit des Verschmelzungsplans sowie alle Formalitäten im Zusammenhang mit den verschmelzenden Parteien nach den Bestimmungen von Artikel 271 des Gesetzes.

Kosten

Die Kosten die der Gesellschaft aus Anlass des Gegenwärtigen entstehen werden auf EUR 6.000.- abgeschätzt.

Dem Vorgenannten entsprechend wurde die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg am Tag des zu Beginn genannten Datums erstellt.

Nachdem das Dokument der erschienenen Person, welche dem Notar durch ihren Namen, Vornamen, Stand und ihrer Herkunft nach bekannt ist, vorgelesen wurde, hat diese zusammen mit uns, Notar, die hier vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: L. FUNCK und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 octobre 2014. Relation: LAC/2014/49993. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 11. November 2014.

Référence de publication: 2014175255/121.

(140201084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

WSB 2 Grundstück S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 141.419.

—
Extrait des résolutions adoptées en date du 24 septembre 2014, lors de l'assemblée générale ordinaire de la Société

- L'assemblée accepte la démission de Monsieur François GEORGES de son mandat d'administrateur unique, avec effet immédiat.

- L'assemblée décide de nommer Monsieur Alexandre Taskiran, expert-comptable, né à Karaman (Turquie) le 24 avril 1968, demeurant professionnellement à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach, en qualité d'administrateur unique de la Société, avec effet immédiat et jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WSB2 GRUNDSTÜCK S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2014164477/16.

(140186832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

SOLIFIN (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1320 Luxembourg, 54, rue de Cessange.
R.C.S. Luxembourg B 65.994.

Accharius Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1320 Luxembourg, 54, rue de Cessange.
R.C.S. Luxembourg B 36.017.

L'an deux mille quatorze.

Le trente octobre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster.

Ont comparu:

I.- Monsieur Yvon LOGELIN, administrateur de Solifin (Luxembourg) S.A., ayant son domicile professionnel à Luxembourg, 54, rue de Cessange, agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme SOLIFIN (Luxembourg) S.A., ayant son siège social à L-1320 Luxembourg, 54, rue de Cessange, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 65.994, constituée suivant acte reçu par Maître Martine WEINANDY, notaire de résidence à Clervaux en date du 22 juillet 1998, publié au Mémorial C numéro 804 du 4 novembre 1998, dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du conseil d'administration, prise en sa réunion du 24 octobre 2014

un extrait du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

II.- Madame Nicole DIDERRICH, administrateur de Solifin (Luxembourg) S.A., ayant son domicile professionnel à Luxembourg, 54, rue de Cessange, agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme Accharius Invest S.A., ayant son siège social à L-1320 Luxembourg, 54, rue de Cessange, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 36.017, constituée suivant acte reçu par Maître André SCHWACHTGEN, alors notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de son confrère empêché Maître Frank BADEN, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 22 janvier 1991, publié au Mémorial C numéro 269 du 13 juillet 1991, dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

en vertu d'un pouvoir à lui conféré par décision du conseil d'administration, prise en sa réunion du 24 octobre 2014;

un extrait du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Lesquels comparants, ès-qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentant d'acter:

1.- Que la société anonyme SOLIFIN (Luxembourg) S.A. détient la totalité (100%) des vingt mille (20.000) actions sans désignation de valeur nominale, représentant la totalité du capital social de quatre cent quatre-vingt-quinze mille sept cent quatre-vingt-sept virgule zéro cinq euros (EUR 495.787,05) de la société anonyme Accharius Invest S.A., prédésignée.

2.- Que la société anonyme SOLIFIN (Luxembourg) S.A. entend fusionner avec la société anonyme Accharius Invest S.A. par absorption de cette dernière.

3.- Que la date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies par la société absorbante a été fixée au jour du constat de la fusion.

4.- Qu'aucun avantage particulier n'est attribué aux administrateurs ni aux commissaires des deux sociétés qui fusionnent.

5.- Que la fusion prendra effet entre parties un mois après publication du présent projet de fusion au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi sur les sociétés commerciales.

6.- Que les actionnaires de SOLIFIN (Luxembourg) S.A. sont en droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C du projet de fusion, de prendre connaissance, au siège social de la société, des documents indiqués à l'article 267 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, à savoir: le projet de fusion, les comptes annuels des trois (3) derniers exercices sociaux et un état comptable arrêté au 31 août 2014. Une copie de ces documents peut être obtenue par tout actionnaire sans frais et sur simple demande.

7.- Qu'un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante, disposant d'au moins 5% (cinq pour cent) des actions du capital souscrit, ont le droit de requérir pendant le même délai la convocation d'une assemblée générale appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion.

8.- Qu'à défaut de convocation d'une assemblée ou du rejet du projet de fusion par celle-ci, la fusion deviendra définitive comme indiqué ci-avant et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la loi sur les sociétés commerciales;

9.- Que les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes de la société absorbée prennent fin à la date de la fusion et que décharge est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société absorbée.

10.- Que la société absorbante procédera à toutes les formalités nécessaires ou utiles pour donner effet à la fusion et à la cession de tous les avoirs et obligations de la société absorbée.

11.- Que les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la société absorbante.

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet de fusion, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations du présent acte s'élève approximativement à sept cents euros.

DONT ACTE Passé à Junglinster, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte

Signé: Yvon LOGELIN, Nicole DIDERRICH, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 04 novembre 2014. Relation GRE/2014/4310. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014175697/70.

(140200733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Promotions Schmit & Klein S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-8399 Windhof, 3, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 28.185.

L'an deux mille quatorze, le vingt-et-un octobre,

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à RAMBROUCH, Grand-Duché de Luxembourg,

ONT COMPARU:

1. La société KLT Invest S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-8399 Windhof, 3, rue de l'Industrie, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 132.191,

ici représentée par Maître Guillaume MARY en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée,

2. La société Albert Schmit S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-8085 Bertrange, 14, rue Michel Lentz, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 8.018,

ici représentée par Madame Eva SCHMIT en qualité d'administrateur unique, et

3. La société Financière Schmit & Schmit S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-8079 Bertrange, 117A, rue de Leudelange, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 135.315,

ici représentée par Messieurs Stéphane et Christophe SCHMIT en qualité d'administrateurs.

Les procurations reprises sont signées "ne varietur" par le(s) mandataire(s) des parties comparantes et par le notaire soussigné et resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

Lesquels comparantes, représentées comme indiqué ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Qu'ils se sont réunis en assemblée générale extraordinaire ("Assemblée Générale Extraordinaire") de la société Promotions Schmit & Klein S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-8079 Bertrange, 117A, rue de Leudelange, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 28.185 (la "Société"), constituée suivant acte reçu par Maître Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie en date du 8 juin 1988, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 218 du 12 août 1988; les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Frank Molitor, notaire de résidence à Dudelange, Grand-Duché de Luxembourg, le 20 décembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 452 du 21 février 2008;

- Que le capital social actuel de la Société est fixé à la somme de trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par deux cent cinquante (250) parts sociales d'une valeur de cent vingt-quatre euros (EUR 124,-) chacune; et,

- Qu'ils détiennent et représentent l'intégralité du capital social de la Société,

- Que l'Assemblée Générale Extraordinaire a été convoquée par courriers recommandés du 7 octobre 2014 adressés aux associés, certains points de l'ordre du jours ayant été ajoutés suivant courrier recommandé du 13 octobre adressé aux associés,

- Que l'intégralité du capital étant représenté à la présente Assemblée Générale Extraordinaire, les associés présents se reconnaissant dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable et que l'assemblée peut dès lors décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ensuite, les Associés ont requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire considère que la Société sera administrée par un conseil de gérance composé d'un nombre de gérants égal au nombre d'associés dans la Société.

L'Assemblée Générale Extraordinaire considère que chaque associé a droit à un représentant au sein du Conseil de gérance. Chaque associé est libre de proposer le représentant de son choix.

L'Assemblée Générale Extraordinaire considère ensuite qu'il existera autant de catégories de gérants que de nombre d'associés dans la Société et que les catégories de gérants seront désignées par une lettre dans l'ordre alphabétique.

	Pourcentage de voix exprimées	Votes exprimés «Pour»	Votes exprimés «Contre»
Albert Schmit S.A.	20%	/	50
KLT - Invest S.A.	40%	/	100
Financière Schmit & Schmit S.à r.l.	40%	100	/
Total	100%	100	150

La première résolution est rejetée par l'Assemblée.

Deuxième résolution

Concernant les pouvoirs de représentation de la Société, l'Assemblée Générale Extraordinaire considère que la Société sera engagée en toutes circonstances par la signature conjointe d'un gérant de chaque catégorie de gérants, la Société ne pouvant en aucun cas se trouver valablement engagée sans la signature conjointe des gérants représentant chaque associé de la Société.

L'Assemblée Générale Extraordinaire considère en outre que les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à l'unanimité des gérants présents ou représentés.

	Pourcentage de voix exprimées	Votes exprimés «Pour»	Votes exprimés «Contre»
Albert Schmit S.A.	20%	/	50
KLT - Invest S.A.	40%	/	100
Financière Schmit & Schmit S.à r.l.	40%	100	/
Total	100%	100	150

La deuxième résolution est rejetée par l'Assemblée, sans qu'une formulation de substitution n'ait été proposée.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'Assemblée Générale Extraordinaire considère de modifier l'article 9 des statuts de la Société, qui aura la teneur suivante:

"La Société est administrée par un conseil de gérance composé d'un nombre de gérants égal au nombre d'associés dans la Société.

Chaque associé a droit à un représentant au sein du conseil de gérance.

Chaque associé est libre de proposer le représentant de son choix.

Il existe autant de catégories de gérants que de nombre d'associés dans la Société désignées par une lettre dans l'ordre alphabétique.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance sont adoptées à l'unanimité des gérants présents ou représentés.

La Société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe d'un gérant de chaque catégorie de gérants, la Société ne pouvant en aucun cas se trouver valablement engagée sans la signature conjointe des gérants représentant chaque associé de la Société".

	Pourcentage de voix exprimées	Votes exprimés «Pour»	Votes exprimés «Contre»
Albert Schmit S.A.	20%	/	50
KLT - Invest S.A.	40%	/	100
Financière Schmit & Schmit S.à r.l.	40%	100	/
Total	100%	100	150

La troisième résolution est rejetée par l'Assemblée

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide de révoquer Stéphane Schmit en tant que gérant de la Société avec effet immédiat.

	Pourcentage de voix exprimées	Votes exprimés «Pour»	Votes exprimés «Contre»
Albert Schmit S.A.	20%	50	/
KLT - Invest S.A.	40%	100	/
Financière Schmit & Schmit S.à r.l.	40%	/	100
Total	100%	150	100

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide la nomination de deux gérants en remplacement:

- Monsieur Léon KLEIN (senior), né le 24 février 1953 à Luxembourg, demeurant à 42, rue Nicolas Roth, L-4943 Hautcharage, et

- Madame Eva SCHMIT, née le 2 septembre 1946 à Magdeburg (Allemagne), demeurant à 14, rue Michel Lentz, L-8079 Bertrange, avec effet à compter de ce jour et pour une durée indéterminée, avec pouvoir de signature conjointe pour engager la société.

	Pourcentage de voix exprimées	Votes exprimés «Pour»	Votes exprimés «Contre»
Albert Schmit S.A.	20%	50	/
KLT - Invest S.A.	40%	100	/
Financière Schmit & Schmit S.à r.l.	40%	/	100
Total	100%	150	100

Sixième résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire considère de nommer:

- Monsieur Stéphane SCHMIT, né le 4 mai 1978 à Luxembourg, demeurant à 21, rue Batty Weber, L-8063 Bertrange en tant que gérant avec effet à compter de ce jour et pour une durée indéterminée.

	Pourcentage de voix exprimées	Votes exprimés «Pour»	Votes exprimés «Contre»
Albert Schmit S.A.	20%	/	50
KLT - Invest S.A.	40%	/	100
Financière Schmit & Schmit S.à r.l.	40%	100	/
Total	100%		150

La sixième résolution est rejetée par l'Assemblée.

Septième résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide de transférer le siège social de la société au 3, rue de l'Industrie L-8399 Windhof (Koerich) et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts qui aura la teneur suivante:

« **Art. 3.** Le siège social est établi dans la commune de Koerich.»

La résolution est adoptée à l'unanimité.

Pouvoirs

Les comparants es qualités donnent par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger et signer tout acte de modification (faute(s) de frappe(s)) au présent acte.

DONT ACTE, fait et passé à Mamer, date qu'en tête des présentes.

Le document a été lu aux comparants ou leurs représentants es qualités tous connus du notaire par nom, prénom, état civil et lieu de résidence, qui ont ensuite signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: Guillaume MARY, Eva SCHMIT, Stéphane SCHMIT, Christophe SCHMIT, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 22 octobre 2014. Relation: RED/2014/2258. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 05 novembre 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014173187/150.

(140197651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

B&B Fund Solutions (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 182.522.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty second day of October.

Before us Maître Henri Hellinckx notary residing in Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders of B&B Fund Solutions (Lux) (the "Company"), an investment company with variable capital ("société d'investissement à capital variable") qualifying as a public limited company ("société anonyme") with registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, incorporated by a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, dated 23 November 2013 which has been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), number 228 dated 25 January 2014. The articles of incorporation (the "Articles") have not yet been amended since then.

The meeting was opened at 2.30 p.m. under the chairmanship of Alain Thilmany, Vice-President Credit Suisse Fund Services (Luxembourg) S.A., professionally residing in Luxembourg,

who appointed as secretary Judith Jungmann, Vice-President Credit Suisse Fund Services (Luxembourg) S.A., professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Daniel Breger, Assistant Vice-President Credit Suisse Fund Services (Luxembourg) S.A., professionally residing in Luxembourg.

After the constitution of the board of the meeting, the Chairman declared and requested the notary to record that:

I. The names of the shareholders present at the meeting or duly represented by proxy, the proxies of the shareholders represented, as well as the number of shares held by each shareholder, are set forth on the attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the shareholders represented, the members of the board of the meeting and the notary. The aforesaid list shall be attached to the present deed and registered therewith. The proxies given shall be initialled "ne varietur" by the members of the board of the meeting and by the notary and shall be attached in the same way to this document and registered therewith.

II. All the shares being registered shares, the present meeting was convened by notices containing the agenda sent by registered mail on 9 October 2014 to the registered shareholders.

III. The resolutions on the agenda require a quorum of at least one half of the of the share capital of the Company and the resolution on each item of the agenda has to be passed by the affirmative vote of at least two thirds (2/3) of the votes cast in the meeting.

III. The agenda of the present meeting is the following:

Agenda

1. Deletion of the possibility to issue bearer shares as well as insertion of the possibility to issue dematerialized shares and respective amendment of articles 5 ("Capital and Certification of Shares") and 11 ("Notices and agenda") of the Articles

2. Insertion of a new definition of the term "U.S. Person" in article 8 ("U.S. Matters") of the Articles

3. Insertion of a new article 21 ("Investment Policy") of the Articles describing permissible investments of the Company more in detail and deletion of the respective paragraphs as well as partial rewording of the remaining paragraphs of article 15 ("Powers of the Board of Directors") of the Articles

4. Formal amendments as well as corrections of references in and, if necessary, renumbering of articles 2 ("Duration"), 7 ("Restrictions of ownership") (in particular the replacement of the term "U.S. Person" in the last paragraph of such article by the term "Restricted Person"), 22 ("Redemptions of shares; Mandatory redemption"), 23 ("Calculation of Net Asset Value"), 24 ("Subscription Price"), 25 ("Accounting Year"), 26 ("Dividends"), 27 ("Custody"), 28 ("Liquidation, Merger"), 29 ("Amendments to Articles") and 30 ("Miscellaneous") of the Articles.

IV. Pursuant to the attendance list out of 346,619,246 outstanding shares of the Company as at 21 October 2014, 343,869 shares are present or represented at the meeting and that they represent 99.21% of the share capital of the Company.

V. Consequently, the present meeting is duly constituted and can therefore validly deliberate on the aforementioned items of the agenda.

After deliberation, the general meeting unanimously took the following resolutions:

First Resolution

The meeting resolved to delete the possibility to issue bearer shares as well as to insert the possibility to issue dematerialized shares and to proceed with the respective amendments in articles 5 (“Capital and Certification of Shares”) and 11 (“Notices and agenda”) of the Articles. Articles 5 (“Capital and Certification of Shares”) and 11 (“Notices and agenda”) of the Articles will henceforth be read as follows:

“ **Art. 5. Capital and Certification of Shares.** The capital of the Company shall be represented by shares without nominal value and shall at the time of establishment amount to thirty nine thousand (39,000.-) Swiss Francs, divided into three hundred ninety (390) shares of share class “B (CHF)” of sub-fund B&B Fund Solutions (Lux) - Risk Parity Investment Fund of no par value. Thereafter, the capital of the Company will at all time be equal to the Net Asset Value as defined in Article 23 hereof.

The Company’s capital may increase or decrease due to the issue of additional shares by the Company or the redemption of shares by the Company. The capital of the Company shall be represented in Swiss Francs.

The minimum capital of the Company shall be at least the equivalent in Swiss Francs of one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000) within a period of 6 months following the authorization of the Company.

The Board of Directors is authorized without limitation to issue further shares to be fully paid at any time in accordance with Article 24 hereof without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued.

The Board of Directors may delegate to any duly authorized member of the Board of Directors (each a “Director”) or officer of the Company or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new shares.

The Board of Directors may decide at any time that the shares of the Company pertain to different sub-funds (the “Sub-Funds”) to be established which may be denominated in different currencies. Furthermore, the Board of Directors may decide that, within a Sub-Fund, one or several class(es) of shares with different characteristics are issued, such as a specific distribution or capitalisation policy, a specific fee structure or other specific characteristics, as determined by the Board and described in the Company’s prospectus (the “Prospectus”).

According to the provisions of the Prospectus, the inflow of funds resulting from the issue of the shares shall be invested in securities and other legally permissible assets corresponding to the investment policy established by the Board of Directors and taking into consideration the investment limits provided by law or established by the Board of Directors.

For the purpose of determining the capital of the Company, the assets and liabilities of each Sub-Fund shall be allocated to the individual classes of shares. If such assets and liabilities are not expressed in Swiss Francs, they shall be converted into Swiss Francs and the capital shall be the total net assets of all the classes of shares.

Shares are issued in registered or dematerialized form.

The Board of Directors may in its discretion decide whether to issue certificates in respect of registered shares or not. In case the Board of Directors has decided to issue no certificates in respect of registered shares, the shareholder will receive a confirmation of his shareholding. In case the Board of Directors has decided to issue certificates in respect of registered shares and a shareholder does not elect to obtain share certificates, he will receive instead a confirmation of his shareholding. If a registered shareholder desires more than one share certificate to be issued for his shares, the cost of such additional certificates may be charged to such shareholder. Share certificates shall be signed by two Directors. Both such signatures may be either manual, or printed, or by facsimile.

However, one of such signatures may be by a person delegated to this effect by the Board of Directors. In such latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board of Directors may from time to time determine. The Company reserves the right to reject any subscription application for shares, whether in whole or in part, at its own discretion for whatever reason.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the price as set forth in Article 24 hereof. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive share certificates or a confirmation of his shareholding.

Payments of dividends will be made to shareholders at their addresses mentioned in the register of shareholders (the “Register of Shareholders”) which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such Register of Shareholders shall contain the name or each holder of inscribed shares, his residence or registered office as far as notified to the Company, the number and class of shares held by him and the amount paid in on each such share.

All issued registered shares of the Company shall be inscribed in the Register of Shareholders in accordance with the provisions of article 39 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies. Every transfer of a registered share shall be entered in the Register of Shareholders, and every such entry shall be signed by one or more officers of the Company or by one or more persons designated by the Board of Directors.

Dematerialized shares may be held through collective depositories. In such cases, shareholders shall receive a confirmation in relation to their shares from the depository of their choice (for example, their bank or broker), or shares may

be held by shareholders directly in a registered account kept for the Company and its shareholders by the Company's central administration.

These shareholders will be registered by the central administration. Shares held by a depository may be transferred to an account of the shareholder with the central administration or to an account with other depositories approved by the Company or, with an institution participating in the securities and fund clearing systems. Conversely, shares held in a shareholder's account kept by the central administration may at any time be transferred to an account with a depository.

Transfer of registered shares shall be effected (a) if share certificates have been issued, by inscription of the transfer to be made by the Company upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company, and (b), if no share certificates have been issued, by written declaration of transfer to be inscribed in the Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders.

In the event that such shareholder does not provide such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered in the Register of Shareholders. Share fractions shall not be entitled to vote in any meeting of shareholders but shall be entitled to a corresponding fraction of net assets to be assigned to the respective share class as well as to a corresponding participation in the distributions of the Company on a pro-rata basis."

“ Art. 11. Notices and agenda. The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever class and regardless of the Net Asset Value per share within its class, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by law.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person who does not have to be shareholder of the Company and who may be a member of the Board of Directors as his proxy in writing or by cable or telegram, telex or facsimile transmission.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and entitled to vote at the meeting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Shareholders will meet upon call by the Board of Directors, pursuant to notice setting forth the agenda sent by mail at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders.

If however, all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice of publication."

Second Resolution

The meeting resolved to insert of a new definition of the term "U.S. Person" in article 8 ("U.S. Matters") of the Articles. Article 8 ("U.S. Matters") of the Articles will henceforth be read as follows:

“ Art. 8. U.S. Matters. Whenever used in the articles of incorporation of the Company (the "Articles of Incorporation"), the term "U.S. person" (the "U.S. Person"), subject to such applicable law and to such changes as the Directors shall notify to shareholders, shall mean a national or resident of the United States of America or any of its territories, possessions or other areas subject to its jurisdiction, including the States and the Federal District of Columbia (the "United States") (including any corporation, partnership or other entity created or organised in, or under the laws of the United States or any political sub-division thereof), or any estate or trust, other than an estate or trust the income of which from sources outside the United States (which is not effectively connected with the conduct of a trade or business within the United States) is not included in gross income for the purpose of computing United States federal income tax, provided, however, that the term "U.S. Person" shall not include a branch or agency of a United States bank or insurance company that is operating outside the United States as a locally regulated branch or agency engaged in the banking or insurance business and not solely for the purpose of investing in securities under the United States Securities Act 1933, as amended including (but without restriction) as described in section 7701(a)(30) of the U.S. Internal Revenue Code of 1986, as amended.

Each shareholder of the Company and each transferee of a shareholder's interest in any Sub-Fund shall furnish (including by way of updates) to the Company, or any third party designated by the Company (a "Designated Third Party"), in such form and at such time as is reasonably requested by the Company (including by way of electronic certification) any information, representations, waivers and forms relating to the shareholder (or the shareholder's direct or indirect

owners or account holders) as shall reasonably be requested by the Company or the Designated Third Party to assist it in obtaining any exemption, reduction or refund of any withholding or other taxes imposed by any taxing authority or other governmental agency (including withholding taxes imposed pursuant to the Hiring Incentives to Restore Employment Act of 2010, or any similar or successor legislation or intergovernmental agreement, or any agreement entered into pursuant to any such legislation or intergovernmental agreement) upon the Company, amounts paid to the Company, or amounts allocable or distributable by the Company to such shareholder or transferee. In the event that any shareholder of the Company or transferee of a shareholder's interest fails to furnish such information, representations, waivers or forms to the Company or the Designated Third Party, the Company or the Designated Third Party shall have full authority to take any and all of the following actions:

- a) Withhold any taxes required to be withheld pursuant to any applicable legislation, regulations, rules or agreements;
- b) Redeem the shareholder's or transferee's interest in any Sub-Fund as set out in Article 7 hereof;
- c) Form and operate an investment vehicle organized in the United States that is treated as a "domestic partnership" for purposes of section 7701 of the Internal Revenue Code of 1986, as amended and transfer such shareholder's or transferee's interest in any Sub-Fund or interest in such Sub-Fund's assets and liabilities to such investment vehicle. If requested by the Company or the Designated Third Party, the shareholder or transferee shall execute any and all documents, opinions, instruments and certificates as the Company or the Designated Third Party shall have reasonably requested or that are otherwise required to effectuate the foregoing. Each shareholder hereby grants to the Company or the Designated Third Party a power of attorney, coupled with an interest, to execute any such documents, opinions, instruments or certificates on behalf of the shareholder, if the shareholder fails to do so.

The Company or the Designated Third Party may disclose information regarding any shareholder of the Company (including any information provided by the shareholder pursuant to this Article) to any person to whom information is required or requested to be disclosed by any taxing authority or other governmental agency including transfers to jurisdictions which do not have strict data protection or similar laws, to enable the Company to comply with any applicable law or regulation or agreement with a governmental authority. Each shareholder hereby waives all rights it may have under applicable bank secrecy, data protection and similar legislation that would otherwise prohibit any such disclosure and warrants that each person whose information it provides (or has provided) to the Company or the Designated Third Party has been given such information, and has given such consent, as may be necessary to permit the collection, processing, disclosure, transfer and reporting of their information as set out in this Article and this paragraph.

The Company or the Designated Third Party may enter into agreements with any applicable taxing authority (including any agreement entered into pursuant to the Hiring Incentives to Restore Employment Act of 2010, or any similar or successor legislation or intergovernmental agreement) to the extent it determines such an agreement is in the best interest of the Company or any of its shareholders."

Third Resolution

The meeting resolved to insert a new article 21 ("Investment Policy") in order to describe permissible investments of the Company more in detail and to delete the respective paragraphs as well as to partially reword the remaining paragraphs of article 15 ("Powers of the Board of Directors") of the Articles. Article 15 ("Powers of the Board of Directors") and article 21 ("Investment Policy") of the Articles will henceforth be read as follows:

" Art. 15. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors shall have comprehensive power to take any and all actions of disposal and management in the scope of the Company's purpose and in accordance with the investment policy pursuant to Article 21 of these Articles of Incorporation. Any and all powers that are not expressly reserved for the general meeting by law or these Articles of Incorporation may be exercised by the Board of Directors.

Directors may not, however, bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors from time to time shall appoint the officers of the Company, including a general manager, any assistant general managers, or other officers considered necessary for the operation and management of the Company, who need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in the Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to such officers of the Company or to other contracting parties.

Furthermore, the Board of Directors may appoint one or more investment managers and/or investment advisors with respect to the implementation of the investment policy of the Company.

The Board of Directors may also delegate any of its powers to any committee, consisting of such person or persons (whether a member of the Board of Directors or not) as it thinks fit.

Any such appointment may be revoked by the Board of Directors at any time.

Notice of any meeting of the Board of Directors shall be given in writing, or by telegram, facsimile, e-mail or by other electronic means of transmission to all Directors at least twenty-four hours in advance of the day set for such meeting. The notice shall specify the purposes of and each item of business to be transacted at the meeting, and no business other

than that referred to in such notice may be conducted at any such meeting nor shall any action be taken by the Board of Directors not referred to in such notice be valid. This notice may be waived by the consent in writing or by telegram, facsimile, e-mail or by other electronic means of transmission of each Director and shall be deemed to be waived by any Director who is present in person or represented by proxy at the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any duly convened meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by telegram, facsimile, e-mail or by other electronic means of transmission another Director as his proxy. Any Director may attend a meeting of the Board of Directors by using teleconference, video means or any other audible or visual means of communication. A Director attending a meeting of Board of Directors by using such means of communication is deemed to be present in person at this meeting.

A meeting of Board of Directors held by teleconference or videoconference or any other audible or visual means of communication, in which a quorum of Directors participate shall be as valid and effectual as if physically held, provided that a minute of the meeting is made and signed by the chairman of the meeting.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the Directors is present or represented at a meeting of the Board of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. Directors who are not present in person or represented by proxy may vote in writing or by telegram, facsimile, e-mail or by other electronic means of communication.

In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

Circular resolutions signed by all Directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters or facsimiles. Such resolutions shall enter into force on the date of the Circular resolution as mentioned therein. In case no specific date is mentioned, the Circular Resolution shall become effective on the day on which the last signature of a board member is affixed.

Resolutions taken by any other electronic means of communication e.g. e-mail or telegrams shall be formalized by subsequent circular resolution. The date of effectiveness of the then taken circular resolution shall be the one of the latest approval received by the Company via electronic means of communication. Such approvals received by all Directors shall remain attached to and form an integral part of the circular resolution endorsing the decisions formerly approved by electronic means of communication.

Any circular resolutions may only be taken by unanimous consent of all the members of the Board of Directors.”

“ Art. 21. Investment Policy.

a) The Board of Directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policies and strategies to be applied in respect of each Subfund in compliance with applicable laws and regulations.

b) Within the restrictions provided for by part I of the Law of 17 December 2010, the Board of Directors may decide that investments may be made in:

- 1) transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market;
- 2) transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a member state of the European Union which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public;
- 3) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in a non-member state of the European Union or dealt in on another market in a non-member state of the European Union which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public and is established in Europe, America, Asia, Africa or Oceania;
- 4) shares or units of other UCI, under the conditions provided for by the Law of 17 December 2010;
- 5) deposits with credit institutions, which are repayable on demand or have the right to be withdrawn and which are maturing in no more than twelve (12) months;
- 6) financial derivative instruments; and
- 7) shares issued by one or several other Subfunds, under the conditions provided for by the Law of 17 December 2010.

c) The investment policy of the Company may replicate the composition of an index of securities or debt securities recognized by the Luxembourg supervisory authority.

d) The Company may also invest in recently issued securities and money market instruments, provided that

- 1) the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or another regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public and is established in Europe, America, Asia, Africa or Oceania; and
- 2) such admission be secured within one year of issue.

e) A Subfund qualifying as a feeder fund in the meaning of article 77 (1) of the Law of 17 December 2010 may invest at least 85% of its assets in shares or units of a master fund in the meaning of article 77 (3) of the Law of 17 December 2010.

f) In accordance with the principle of risk spreading, the Company is authorised to invest up to 100% of the net assets attributable to a Subfund in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by a member state of the European Union, one or more of its local authorities, by any other state which is a member of the Organisation for Economic Cooperation and Development ("OECD"), by Brazil or Singapore or by a public international body to which one or more member states of the European Union belong. In such case, the Subfund concerned must hold securities or money market instruments from at least six different issues, and the securities or money market instruments of any single issue shall not exceed 30% of the Subfund's total assets.

g) Investments of each Subfund may be made either directly or indirectly through wholly-owned subsidiaries, as the Board of Directors may from time to time decide and as described in the Prospectus. Reference in these Articles of Incorporation to "investments" and "assets" shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

h) The Company is authorised (i) to employ techniques and instruments relating to securities and money market instruments provided that such techniques and instruments may be used for hedging purposes, for the purpose of efficient portfolio management or for investment purposes and (ii) to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the management of its assets and liabilities."

Fourth Resolution

The meeting resolved to proceed with formal amendments in as well as corrections of references in and, if necessary, renumbering of articles 2 ("Duration"), 7 ("Restrictions of ownership") (in particular to replace the term "U.S. Person" in the last paragraph of such article by the term "Restricted Person"), 22 ("Redemptions of shares; Mandatory redemption"), 23 ("Calculation of Net Asset Value"), 24 ("Subscription Price"), 25 ("Accounting Year"), 26 ("Dividends"), 27 ("Custody"), 28 ("Liquidation, Merger"), 29 ("Amendments to Articles") and 30 ("Miscellaneous") of the Articles.

There being no further business, the meeting is closed at 2.45 p.m.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the meeting, the members of the board of the meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: A. THILMANY, J. JUNGMANN, D. BREGER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 31 octobre 2014. Relation: LAC/2014/51072. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Référence de publication: 2014172618/319.

(140198043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Immobilière Martin Losch, Société Civile.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 88, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg E 50.

EXTRAIT

A la suite de transferts entre associés intervenus le 6 octobre 2008, le capital de la Société est réparti comme suit:

- Monsieur André Losch détient 16.999 parts sociales de la Société;
- Monsieur Jean Hoss détient 1 part sociale de la Société.

Il en résulte que Monsieur André Losch est le gérant unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014164504/16.

(140185923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

SOLIFIN (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1320 Luxembourg, 54, rue de Cessange.
R.C.S. Luxembourg B 65.994.

Viking Global Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1320 Luxembourg, 54, rue de Cessange.
R.C.S. Luxembourg B 52.895.

L'an deux mille quatorze.

Le trente octobre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster.

Ont comparu:

I.- Monsieur Yvon LOGELIN, administrateur de Solfin (Luxembourg) S.A., ayant son domicile professionnel à Luxembourg, 54, rue de Cessange, agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme SOLIFIN (Luxembourg) S.A., ayant son siège social à L-1320 Luxembourg, 54, rue de Cessange, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B nu méro 65.994, constituée suivant acte reçu par Maître Martine WEINANDY, notaire de résidence à Clervaux en date du 22 juillet 1998, publié au Mémorial C numér o 804 du 4 novembre 1998, dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du conseil d'administration, prise en sa réunion du 24 octobre 2014;

un extrait du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

II.- Madame Nicole DIDERRICH, administrateur de Solfin (Luxembourg) S.A., ayant son domicile professionnel à Luxembourg, 54, rue de Cessange, agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme Viking Global Holding S.A., ayant son siège social à L1320 Luxembourg, 54, rue de Cessange, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 52.895, constituée originairement sous la dénomination de Viking Fund Advisory S.A. suivant acte reçu par Maître Martine WEINANDY, notaire de résidence à Clervaux en date du 31 octobre 1995, publié au Mémorial C numéro 31 du 17 janvier 1996, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Martine WEINANDY, notaire de résidence à Clervaux en date du 15 novembre 2001, publié au Mémorial C numéro 413 du 14 mars 2002, contenant notamment l'adoption de sa dénomination actuelle

en vertu d'un pouvoir à lui conféré par décision du conseil d'administration, prise en sa réunion du 24 octobre 2014;

un extrait du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Lesquels comparants, ès-qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentant d'acter:

1.- Que la société anonyme SOLIFIN (Luxembourg) S.A. détient la totalité (100%) des mille six cents (1.600) actions d'une valeur nominale de cinquante euros (50,- EUR) chacune, représentant la totalité du capital social de quatre-vingt mille euros (80.000,- EUR), de la société anonyme Viking Global Holding S.A., prédésignée.

2.- Que la société anonyme SOLIFIN (Luxembourg) S.A. entend fusionner avec la société anonyme Viking Global Holding S.A. par absorption de cette dernière.

3.- Que la date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies par la société absorbante a été fixée au jour du constat de la fusion.

4.- Qu'aucun avantage particulier n'est attribué aux administrateurs ni aux commissaires des deux sociétés qui fusionnent.

5.- Que la fusion prendra effet entre parties un mois après publication du présent projet de fusion au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi sur les sociétés commerciales.

6.- Que les actionnaires de SOLIFIN (Luxembourg) S.A. sont en droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C du projet de fusion, de prendre connaissance, au siège social de la société, des documents indiqués à l'article 267 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, à savoir: le projet de fusion, les comptes annuels des trois (3) derniers exercices sociaux et un état comptable arrêté au 31 août 2014. Une copie de ces documents peut être obtenue par tout actionnaire sans frais et sur simple demande.

7.- Qu'un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante, disposant d'au moins 5% (cinq pour cent) des actions du capital souscrit, ont le droit de requérir pendant le même délai la convocation d'une assemblée générale appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion.

8.- Qu'à défaut de convocation d'une assemblée ou du rejet du projet de fusion par celle-ci, la fusion deviendra définitive comme indiqué ci-avant et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la loi sur les sociétés commerciales;

9.- Que les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes de la société absorbée prennent fin à la date de la fusion et que décharge est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société absorbée.

10.- Que la société absorbante procédera à toutes les formalités nécessaires ou utiles pour donner effet à la fusion et à la cession de tous les avoirs et obligations de la société absorbée.

11.- Que les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la société absorbante.

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet de fusion, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations du présent acte s'élève approximativement à sept cents euros.

DONT ACTE, passé à Junglinster, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte

Signé: Yvon LOGELIN, Nicole DIDERRICH, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 04 novembre 2014. Relation GRE/2014/4311. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014175698/71.

(140200737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Immobilière Tresco S.A., Société Anonyme, (anc. Compact A.G).

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 15.111.

L'an deux mille quatorze, le trentième jour du mois d'octobre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de la société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg "COMPACT A.G.", une société anonyme constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social à 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 15111, constituée suivant un acte reçu par Maître Norbert MULLER, notaire alors de résidence à Bascharage (Grand-Duché de Luxembourg), le 6 juin 1977, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, numéro 201 du 17 septembre 1977 et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et dont la dernière fois par le notaire instrumentant, le 5 août 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations.

L'assemblée est présidée par Monsieur Luc BRAUN, diplômé ès sciences économiques, demeurant professionnellement à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi.

Le Président désigne Monsieur Jean-Marie POOS, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, comme secrétaire.

L'assemblée choisit Madame Manette OLSEM, diplômé ès sciences économiques, demeurant professionnellement à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, comme scrutatrice.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Constatation de la réalisation de la fusion par absorption de la société anonyme "IMMOBILIERE TRESKO S.A." (anc. "ONETEX LTD");

2. Changement de la dénomination de la Société en "IMMOBILIERE TRESKO S.A." et modification afférente de l'article 1 des statuts;

3. Divers.

B) Que l'actionnaire unique (l'"Actionnaire Unique"), dûment représenté, ainsi que le nombre d'actions qu'il possède, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par l'actionnaire unique présent ou le mandataire qui le représente, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que la procuration de l'Actionnaire Unique représenté, signée "ne varietur" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant représentée à la présente Assemblée et que l'Actionnaire Unique, dûment représenté, déclare avoir été dûment notifié et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée constate qu'en application des articles 278 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'amendée, (la "Loi"), la Société a fusionné avec la société anonyme "IMMOBILIERE TRESKO S.A." (anc. ONETEX LTD), établie et ayant son siège à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 79641, (la "Société Absorbée"), par absorption de cette dernière conformément au projet de fusion passé par acte du notaire instrumentant, en date du 8 septembre 2014 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2554 du 22 septembre 2014.

Deuxième résolution

L'Assemblée constate que l'Actionnaire Unique de la Société Absorbante a eu le droit, un mois au moins avant que l'opération de Fusion ne prenne effet entre les parties, de prendre connaissance, au siège social de la Société Absorbante, des documents indiqués à l'article 267, paragraphe 1^{er} (a), (b) et (c) de la Loi sus-vantée sans frais et sur simple demande;

L'Assemblée constate en outre que cette fusion a été faite suivant les prescriptions de l'article 279 de la Loi et que par conséquent, la fusion se trouve réalisée, entraînant de plein droit et simultanément les effets visés à l'article 274, notamment la transmission universelle, tant entre la Société Absorbée et la Société Absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante.

La fusion est effective à partir de la date du présent acte notarié comme indiquée en haut.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de changer, comme stipulé dans le prédit projet de fusion, la dénomination sociale en "IMMOBILIERE TRESKO S.A." et de modifier subséquemment l'article 1 des Statuts afin de lui donner la teneur suivante:

“ **Art. 1.** Die Gesellschaft nimmt die Bezeichnung „IMMOBILIERE TRESKO S.A.“ an.

Attestation

Conformément aux dispositions de l'article 271 de la Loi, le notaire soussigné, après vérification, atteste l'existence et la légalité des actes et formalités incombant aux sociétés fusionnantes ainsi qu'au projet commun de fusion.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et personne ne demandant la parole, le Président a ensuite clôturé l'Assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à neuf cent quarante euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: L. BRAUN, J-M. POOS, M. OLSEM, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 novembre 2014. LAC/2014/51933. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Référence de publication: 2014175231/80.

(140201171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Immobilier Tresco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 79.641.

L'an deux mille quatorze, le trentième jour du mois d'octobre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de la société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg "IMMOBILIERE TRESKO S.A.", (anciennement: "ONETEX LTD"), une société anonyme consti-

tuée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social à 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 79641, constituée suivant un acte reçu par Maître Paul FRIEDERS, notaire alors de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 7 décembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, numéro 558 du 23 juillet 2001 et dont les statuts ont été modifiés par le notaire instrumentant, le 12 mai 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, numéro 1345 du 26 mai 2014.

L'assemblée est présidée par Monsieur Luc BRAUN, diplômé ès sciences économiques, demeurant professionnellement à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi.

Le Président désigne Monsieur Jean-Marie POOS, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, comme secrétaire.

L'assemblée choisit Madame Manette OLSEM, diplômé ès sciences économiques, demeurant professionnellement à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, comme scrutatrice.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Constatation de la réalisation de la fusion avec la société anonyme "COMPACT A.G.";
2. Cessation de la Société;
3. Décharge à accorder aux organes de la Société;
4. Désignation du lieu où seront conservés les documents sociaux pendant le délai légal;
5. Divers.

B) Que l'actionnaire unique (l'"Actionnaire Unique"), dûment représenté, ainsi que le nombre d'actions qu'il possède, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par l'actionnaire unique présent ou le mandataire qui le représente, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que la procuration de l'Actionnaire Unique représenté, signée "ne varietur" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant représentée à la présente Assemblée et que l'Actionnaire Unique, dûment représenté, déclare avoir été dûment notifié et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée constate qu'en application des articles 278 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'amendée, (la "Loi"), la société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg "COMPACT A.G.", établie et ayant son siège social à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 15111, a fusionné avec la Société par absorption de cette dernière conformément au projet de fusion passé par acte du notaire instrumentant, en date du 8 septembre 2014 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2554 du 22 septembre 2014.

Deuxième résolution

L'Assemblée constate en outre que cette fusion a été faite suivant les prescriptions de l'article 279 de la Loi et que par conséquent, la fusion se trouve réalisée, entraînant de plein droit et simultanément les effets visés à l'article 274, notamment la transmission universelle, tant entre la Société Absorbée et la Société Absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante.

La fusion est effective à partir de la date du présent acte notarié comme indiquée en haut.

Troisième résolution

L'Assemblée constate que suite à cette fusion la Société a cessé d'exister.

Quatrième résolution

L'Assemblée accorde décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société sans préjudice des dispositions de l'article 272 de la Loi.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide que les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège social de la Société Absorbante.

163967

Attestation

Conformément aux dispositions de l'article 271 de la Loi, le notaire soussigné, après vérification, atteste l'existence et la légalité des actes et formalités incombant aux sociétés fusionnantes ainsi qu'au projet commun de fusion.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et personne ne demandant la parole, le Président a ensuite clôturé l'Assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille sept cent cinquante euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: L. BRAUN, J-M. POOS, M. OLSEM, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 novembre 2014. LAC/2014/51405. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Référence de publication: 2014174650/82.

(140200306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Financière de Keroulep - Ercis, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89E, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 125.427.

—
DISSOLUTION

L'an deux mil quatorze, le trente septembre.

Par devant Maître Anja HOLTZ, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

Ont comparu:

- Monsieur François FRAISSIGNES, né le 14 juin 1944 à Paris, demeurant au 15, rue Cino del Duca, F-75017 Paris (France),
- Monsieur Bruno MONDESERT, né le 11 octobre 1958 à Paris, demeurant au 7, Avenue d'Eprenesnil, F-78290 Croissy-sur-Seine (France),
- Monsieur Eric BLANCHARD, né le 11 septembre 1958 à Paris, demeurant au 20 bis, rue Turgot, F-78100 Saint Germain en Laye (France),
- Monsieur Christophe OBRY, né le 25 février 1966 à Bois Colombes, demeurant au 12, rue de Nieppe, F-59181 Steenwerck (France)

Ici représentés par Madame Monique GOLDENBERG, employée, demeurant à Steinfort, en vertu de procurations sous seing privé, lesquelles procurations après avoir été signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec celui-ci.

Les comparants ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Qu'il existe une société anonyme sous la dénomination de «FINANCIERE DE KEROULEP - ERCIS» S.A., constituée suivant acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, en date du 8 mars 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 22 mai 2007 numéro 946, modifiée par un acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Wiltz, en date du 9 août 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 6 octobre 2007 numéro 2227, modifié pour la dernière fois par un acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Wiltz, en date du 8 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 7 avril 2012 numéro 918, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 125427, dont le siège social est établi au L-8308 Capellen, 89 e, Parc d'activités.

II. Que le capital social intégralement souscrit et entièrement libéré est fixé à cent trente mille euros (130.000.-euros) représenté par mille trois cents (1.300) actions, sans désignation de valeur nominale.

III. Que les soussignés sont propriétaires de toutes les actions de la société.

IV. Qu'en tant qu'actionnaires représentant 96,15% du capital de la société, les soussignés déclarent expressément liquider et dissoudre la société à compter du 31 juillet 2014, celle-ci ayant cessé toute activité.

V. Que les soussignés connaissent parfaitement la situation financière et les statuts de la société.

VI. Qu'en conséquence de ce qui précède, les comparants nomment Monsieur François FRAISSIGNES en tant que liquidateur. Ce dernier dépose son rapport qui est approuvé. Tout le passif est réglé ou provisionné, les actifs répartis entre les actionnaires qui répondront personnellement et solidairement de l'éventuel passif social à venir ou de tous autres engagements de la société inconnus à ce jour.

VII. Que les soussignés donnent décharge expresse aux administrateurs, administrateur-délégué et au commissaire aux comptes pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de l'acte notarié.

VIII. Que toutes les actions ont été annulées.

IX. Que partant la liquidation de la société est achevée avec effet au 31 juillet 2014.

X. Que les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq (5) années à l'adresse privée de l'ancien l'administrateur-délégué, Monsieur François FRAISSIGNES, 15, rue Cino del Duca, F-75017 Paris (France)

Evaluation des frais:

Le montant des frais, dépenses et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élèvent à la somme de (EUR.1.000-).

DONT ACTE, fait est passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. Goldenberg, Anja Holtz.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 30 septembre 2014 - EAC/2014/13131 - Reçu soixante-quinze euros = 75 €.-.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux parties pour servir à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 2 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161457/57.

(140184008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

M+S AGRI, Société Civile.

Siège social: L-8525 Calmus, 8, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg E 4.051.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession de parts sous seing privé, signé à Calmus en date du 22 décembre 2013, concernant la société civile «M+S AGRI», ayant son siège social à L-8525 Calmus, 8, rue Principale,

inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro E 4051,

enregistré à Diekirch en date du 1^{er} octobre 2014, sous le référence DIE/2014/12428,

que les associés ont pris les résolutions suivantes:

1) l'associé Monsieur Georges NOESEN, né à Luxembourg le 22 mars 1964, demeurant à L-8396 Septfontaines, 41, Mierscherstrooss,

a vendu toutes ses parts, à savoir cinq (5) parts lui appartenant à:

Monsieur Gilles NOESEN, gérant de société, né à Luxembourg le 20 juillet 1965, demeurant à L-8396 Septfontaines, 1, Millewee.

Suite à cette cession de parts, la répartition des parts est la suivante:

1) MOUSEL Jean-Paul	5 parts
2) NOESEN Gilles	10 parts
3) SPLICKS Emile	5 parts
TOTAL:	20 parts

2) Révocation avec effet immédiat de Monsieur Georges NOESEN, prénommé, comme gérant de la société prénommée.

3) La société sera engagée par la signature conjointe des trois gérants, à savoir Messieurs Jean-Paul MOUSEL, Gilles NOESEN et Emile SPLICKS.

Ettelbruck, le 20 octobre 2014.

Pour extrait conforme

Pierre PROBST

Le notaire

Référence de publication: 2014162558/31.

(140184657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.